



La Grèce, sous la pression de la troïka, vit toujours dans l'incertitude Page B 3



L'économie canadienne marque une pause avec une baisse du PIB Page B 5

ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR • LE JEUDI 1^{ER} NOVEMBRE 2012

PERSPECTIVES

La faillite



GÉRARD BÉRUBÉ

L'une après l'autre, les statistiques venant de l'Europe confirment la faillite de l'austérité aveugle. Récessions à répétition et explosion d'un chômage devenu chronique proclament également l'échec d'un modèle économique inachevé. D'autant que ce chômage frappe de manière dramatique une strate de la population pour qui le projet communautaire, avec sa monnaie unique, traduit une peur historique appartenant à leurs parents. Plus que jamais les jours de l'euro sont comptés.

Socialement parlant, l'euro ne peut plus tenir. En Grèce, en Espagne, ils sont désormais un « actif » sur quatre à n'avoir plus rien à perdre. Ils sont désormais un jeune sur deux à ne plus rien attendre d'un projet communautaire reposant sur des motivations appartenant aux générations précédentes. Socialement parlant, cet espace monétaire créé en 1999 parvient difficilement à se justifier en l'état.

Les plus récentes statistiques d'Eurostat sont particulièrement dramatiques. Sur le continent de l'austérité, le chômage atteint désormais les 11,6%. L'Union monétaire en est à son 15^e mois de chômage au-dessus des 10%, avec désormais 18,4 millions de chômeurs, soit 2,2 millions de plus qu'il y a un an. Et dire que la zone euro n'est pas encore officiellement en récession!

Dans les pays les plus fragiles de la zone, le taux de chômage est passé de 13,1 à 15,7% en un an au Portugal, de 22,4 à 25,8% en Espagne et de 17,8 à 25,1% en Grèce. Dans ce dernier pays, condamné à une impossible austérité par ses pairs européens, le taux de chômage a été multiplié par trois en trois ans. Six années consécutives de récession propulseront la dette publique à 189% du PIB l'an prochain et à 220% en 2016, contre 120% lors de son entrée dans la crise.

Plus dramatique encore, Eurostat indique que le taux de chômage chez les jeunes de 16 à 24 ans atteignait 23,3% dans la zone euro en septembre, avec 3,5 millions de sans-emploi. En Espagne et en Grèce, cette situation touche plus d'un jeune de moins de 25 ans sur deux, soit respectivement 54,2% et 55,6%. Il dépasse les 35% au Portugal, les 30% en Italie et les 20% en France. Si le chômage chez les jeunes est 1,4 fois supérieur à la moyenne nationale en Allemagne, le rapport est du simple au triple en Italie et du simple au double en Grèce, au Portugal, en Espagne et en France.

Et malgré la gravité des chiffres il y a le pire, qui se cache derrière une montée fulgurante du chômage dit structurel. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'alarmait en juillet dernier d'une augmentation du chômage de longue durée parmi les pays industrialisés. Un demandeur d'emploi sur trois était au chômage depuis 12 mois ou plus, 44% dans l'Union européenne. L'OCDE notait également que le nombre de personnes connaissant des périodes de chômage égales ou supérieures à deux ans était en forte progression, passant de 2,6 millions en 2007 à 7,8 millions en 2011. Autant de chômeurs découragés, dont la formation ou les qualifications deviennent rapidement inefficaces ou déconnectées des besoins du monde du travail. Et aucune embellie en vue, l'OCDE prévoyant que le chômage se maintiendra à un niveau élevé dans les pays industrialisés jusqu'à la fin de 2013.

Sur le continent de l'austérité, 13 pays sur 27 de l'Union européenne se retrouvaient soit en récession (9), soit à un trimestre près d'une récession (4) à la fin du deuxième trimestre. Quant à l'activité économique, elle s'est contractée, sur un an, de 0,4% dans la zone et de 0,2% dans l'Union, après avoir connu une croissance nulle au premier trimestre de 2012.

En Allemagne, qui persiste et signe en matière d'austérité imposée, les prévisions de croissance sont fortement révisées à la baisse pour 2013, avec des répercussions attendues sur le marché du travail. Au Royaume-Uni, avec un gouvernement Cameron qui s'enorgueillit d'appliquer l'un des plans budgétaires les plus austères de l'Union, l'économie vient d'émerger de la récession le temps d'un trimestre positif, alimenté par les Jeux olympiques. Durement secoué par la crise financière, le Royaume-Uni avait sorti de la récession à la fin de 2009 pour y replonger au premier trimestre de 2012, subissant sa plus importante double récession depuis les années 1950. Après l'accalmie du troisième trimestre, le risque demeure bien réel de voir ce pays tomber dans une triple récession en 2013, ont soutenu des économistes.

Et dire que cette conjoncture économique suppose que la zone euro résistera aux pressions sociales la condamnant à l'éclatement!

VENTE D'ENTREPRISES À DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

La transparence absolue n'est pas toujours une vertu, plaide le Fonds FTQ

Ottawa doit protéger sa marge de manœuvre, dit Gaétan Morin

FRANÇOIS DESJARDINS

Les critères utilisés par Ottawa pour évaluer les projets d'acquisition venant de l'étranger ne sont pas les plus clairs et ce n'est pas forcément une mauvaise chose, estime un haut gradé du Fonds de solidarité FTQ.

Une semaine après que le premier ministre Stephen Harper eut affirmé que son gouvernement allait sous peu éclaircir la manière d'évaluer les prises de contrôle étrangères, Gaétan Morin, vice-président au Fonds FTQ, estime

qu'il faudrait agir avec prudence.

« Depuis 2010, la pression s'est accrue sur le gouvernement Harper pour qu'il éclaircisse les règles, mais probablement que c'est correct que ça soit flou, parce que ça donne une plus grande marge de manœuvre », a dit M. Morin mercredi lors d'une allocution aux membres de l'Association des MBA du Québec.

M. Morin occupe le poste de premier vice-président au développement corporatif et aux investissements, ce qui fait de lui le chef d'orchestre des activités d'investissement au

Fonds, dont l'actif net est de 8,5 milliards. Le discours qu'il a livré servait essentiellement à relativiser les prises de contrôle étrangères en signalant que des entreprises québécoises — Couche-Tard, Cogeco, CGI, etc. — sont elles-mêmes très dynamiques à l'étranger.

Présentement, tout projet d'acquisition d'une société canadienne par des intérêts étrangers dont le montant dépasse 330 millions est soumis à un examen d'Industrie Canada. Cet examen

VOIR PAGE B 2 : TRANSPARENCE



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les Européens souhaitent que le Canada jette encore un peu de lest dans des domaines comme l'énergie, notamment.

LIBRE-ÉCHANGE CANADA-UE

Ottawa sera responsable des fautes des provinces, selon un expert

ÉRIC DESROSIERS

L'éventuel accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne obligera vraisemblablement encore Ottawa à être le seul à devoir payer les pots cassés en cas de non-respect du traité par les provinces et les villes du pays, met en garde un expert.

En 2010, le gouvernement fédéral a été obligé de verser à la compagnie AbitibiBowater 130 millions en dédommagement pour une décision prise par le gouvernement de Terre-Neuve et condamnée en vertu des règles de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Jusqu'à présent très rare, une telle situation pourrait se reproduire beaucoup plus souvent si le Canada et l'Union européenne parviennent à conclure leur projet d'Accord économique et commercial global (AECG), qui vise directement plusieurs domaines de compétence partagée ou exclusive de provinces, prévient Patrick Leblond, professeur à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales d'Ottawa.

Le gouvernement fédéral est le seul, au Canada, à avoir le pouvoir de signer des traités commerciaux internationaux et à être, par conséquent, lié par eux, a-t-il rappelé mercredi à Montréal lors d'une conférence organisée par le CIRANO et le Centre d'excellence sur l'Union européenne. Parfaitement au courant de cette disposition de la Constitution canadienne, mais désireux de discuter de certains enjeux qui ne relèvent pas seulement des compétences fédérales, comme les marchés publics des provinces et des villes, les services ou les normes professionnelles et techniques, les Européens ont exigé dès le départ que les provinces soient

VOIR PAGE B 2 : OTTAWA

18,5 millions de chômeurs en zone euro

À 11,6 %, le taux de chômage record de septembre montre la profondeur de la crise

Signe de la violence de la crise, le chômage a atteint un nouveau record en septembre dans la zone euro, touchant de plein fouet les pays les plus fragiles, une situation qui a peu de chances de s'améliorer à court terme compte tenu d'un contexte économique excessivement morose.

Le chômage s'est élevé à 11,6% en septembre dans les 17 pays de l'Union monétaire, contre 11,5% le mois précédent pour lequel le chiffre a été révisé à la hausse, selon l'office européen de statistiques Eurostat mercredi. Il s'agit d'un niveau record, qui signifie que 18,5 millions de personnes étaient au chômage en septembre dans les pays de la zone euro. En un mois, 146 000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs, et 2,17 millions en un an.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage s'est établi en septembre à 10,6%, loin devant les États-Unis (7,8%) et le Japon (4,2%).

« Avec des enquêtes suggérant que les entre-

prises sont de plus en plus réticentes à embaucher, le taux de chômage de la zone euro est appelé à augmenter, mettant plus de pression sur les ménages en difficulté », a estimé Ben May, économiste pour Capital Economics.

L'heure est particulièrement grave en Espagne et en Grèce, deux pays lourdement frappés par la crise, où le chômage touche un actif sur quatre. Le taux de personnes sans emploi est monté à 25,8% en septembre en Espagne. En Grèce, où les dernières données datent de juillet, il est de 25,1%.

Qui plus est, la situation s'est fortement dégradée en un an dans les pays les plus fragiles de la zone euro, indique Eurostat: le chômage a bondi de 17,8% à 25,1% entre juillet 2011 et juillet 2012 en Grèce. Il est passé de 8,5% à 12,2% à Chypre, de 22,4% à 25,8% en Espagne et de 13,1% à 15,7% au Portugal.

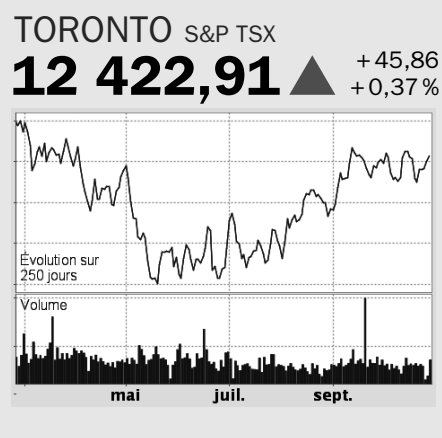
VOIR PAGE B 2 : CHÔMEURS



GEORGE GOBET AGENCE FRANCE-PRESSE

László Andor: « La crise financière est en train de dévaster les pays de la périphérie. Il faut des solutions le plus vite possible. »

MARCHÉS BOURSIERS



LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %	Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
S&P TSX	185 566	12 422,91	+45,86	0,4	Matériaux	55 084	351,29	+4,05	1,2
S&P TX20	64 137	598,07	+4,07	0,7	Immobilier	5 850	228,85	-0,57	-0,2
S&P TX60	104 458	711,58	+1,57	0,2	Télécoms	11 730	112,03	+0,31	0,3
S&P TX60 Cap.	104 458	786,87	+1,74	0,2	Serv. collect.	2 844	224,50	+0,75	0,3
Cons. de base	3 648	233,00	+1,26	0,5	Métaux/minerais	9 043	928,00	+8,39	0,9
Cons. discrét.	6 961	93,71	+0,31	0,3					
Énergie	63 165	258,84	-0,55	-0,2					
Finance	15 859	182,78	+0,51	0,3					
Aurifère	51 312	346,92	+5,81	1,7					
Santé	1 056	65,41	-0,47	-0,7					
Tech. de l'info	4 142	24,05	+0,32	1,3					
Industrie	9 208	117,24	+0,98	0,8					

TSX CROISSANCE

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
TSX Venture	105 223	1 314,48	+11,56	0,9

Consultez toutes les cotes boursières sur www.vmdconseil.ca

HIER À LA BOURSE: Toronto a clôturé en hausse pour une cinquième séance consécutive, profitant de la progression des cours des matières premières. Mais les principaux indices de New York sont restés faibles à la réouverture de Wall Street après deux journées de congé forcé en raison du passage de l'ouragan Sandy.

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Alim. Couche-Tard	ATD.B	49,06	0,42	0,86	187	28,61	51,18
Astral Media	ACM.A	40,88	-0,95	-2,27	778	31,85	49,29
Canadian Tire	CTC.A	71,46	-0,13	-0,18	112	57,10	73,46
Cogeco	CCA	38,16	0,77	2,06	88	34,45	54,28
Corus	CJR.B	22,61	0,04	0,18	186	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	15,01	0,08	0,54	84	12,15	15,84
Loblaw	L	34,62	-0,02	-0,06	453	31,11	39,24
Magna	MG	44,40	1,35	3,14	709	32,72	48,99
Metro	MRU	58,92	1,32	2,29	204	47,85	59,68
Quebecor	QBR.B	34,84	-0,42	-1,19	45	31,20	40,35
Rona	RON	10,26	-0,02	-0,19	130	8,64	14,49
Saputo	SAP	43,83	-0,11	-0,25	148	37,28	46,36
Shaw	SJR.B	21,76	0,26	1,21	1 560	18,93	21,76
Shoppers Drug Mart	SC	41,63	-0,02	-0,05	358	39,30	44,44
Tim Hortons	THI	49,58	-0,10	-0,20	537	47,36	57,91
Transat A.T.	TRZ.B	5,30	0,01	0,19	5	2,79	7,74
Yellow Media	YLO	0,08	0,01	14,29	937	0,02	0,61

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Alim. Couche-Tard	ATD.B	49,06	0,42	0,86	187	28,61	51,18
Astral Media	ACM.A	40,88	-0,95	-2,27	778	31,85	49,29
Canadian Tire	CTC.A	71,46	-0,13	-0,18	112	57,10	73,46
Cogeco	CCA	38,16	0,77	2,06	88	34,45	54,28
Corus	CJR.B	22,61	0,04	0,18	186	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	15,01	0,08	0,54	84	12,15	15,84
Loblaw	L	34,62	-0,02	-0,06	453	31,11	39,24
Magna	MG	44,40	1,35	3,14	709	32,72	48,99
Metro	MRU	58,92	1,32	2,29	204	47,85	59,68
Quebecor	QBR.B	34,84	-0,42	-1,19	45	31,20	40,35
Rona	RON	10,26	-0,02	-0,19	130	8,64	14,49
Saputo	SAP	43,83	-0,11	-0,25	148	37,28	46,36
Shaw	SJR.B	21,76	0,26	1,21	1 560	18,93	21,76
Shoppers Drug Mart	SC	41,63	-0,02	-0,05	358	39,30	44,44
Tim Hortons	THI	49,58	-0,10	-0,20	537	47,36	57,91
Transat A.T.	TRZ.B	5,30	0,01	0,19	5	2,79	7,74
Yellow Media	YLO	0,08	0,01	14,29	937	0,02	0,61

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Alim. Couche-Tard	ATD.B	49,06	0,42	0,86	187	28,61	51,18
Astral Media	ACM.A	40,88	-0,95	-2,27	778	31,85	49,29
Canadian Tire	CTC.A	71,46	-0,13	-0,18	112	57,10	73,46
Cogeco	CCA	38,16	0,77	2,06	88	34,45	54,28
Corus	CJR.B	22,61	0,04	0,18	186	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	15,01	0,08	0,54	84	12,15	15,84
Loblaw	L	34,62	-0,02	-0,06	453	31,11	39,24
Magna	MG	44,40	1,35	3,14	709	32,72	48,99
Metro	MRU	58,92	1,32	2,29	204	47,85	59,68
Quebecor	QBR.B	34,84	-0,42	-1,19	45	31,20	40,35
Rona	RON	10,26	-0,02	-0,19	130	8,64	14,49
Saputo	SAP	43,83	-0,11	-0,25	148	37,28	46,36
Shaw	SJR.B	21,76	0,26	1,21	1 560	18,93	21,76
Shoppers Drug Mart	SC	41,63	-0,02	-0,05	358	39,30	44,44
Tim Hortons	THI	49,58	-0,10	-0,20	537	47,36	57,91
Transat A.T.	TRZ.B	5,30	0,01	0,19	5	2,79	7,74
Yellow Media	YLO	0,08	0,01	14,29	937	0,02	0,61

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Alim. Couche-Tard	ATD.B	49,06	0,42	0,86	187	28,61	51,18
Astral Media	ACM.A	40,88	-0,95	-2,27	778	31,85	49,29
Canadian Tire	CTC.A	71,46	-0,13	-0,18	112	57,10	73,46
Cogeco	CCA	38,16	0,77	2,06	88	34,45	54,28
Corus	CJR.B	22,61	0,04	0,18	186	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	15,01	0,08	0,54	84	12,15	15,84
Loblaw	L	34,62	-0,02	-0,06	453	31,11	39,24
Magna	MG	44,40	1,35	3,14	709	32,72	48,99
Metro	MRU	58,92	1,32	2,29	204	47,85	59,68
Quebecor	QBR.B	34,84	-0,42	-1,19	45	31,20	40,35
Rona	RON	10,26	-0,02	-0,19	130	8,64	14,49
Saputo	SAP	43,83	-0,11	-0,25	148	37,28	46,36
Shaw	SJR.B	21,76	0,26	1,21	1 560	18,93	21,76
Shoppers Drug Mart	SC	41,63	-0,02	-0,05	358	39,30	44,44
Tim Hortons	THI	49,58	-0,10	-0,20	537	47,36	57,91
Transat A.T.	TRZ.B	5,30	0,01	0,19	5	2,79	7,74
Yellow Media	YLO	0,08	0,01	14,29	937	0,02	0,61

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Alim. Couche-Tard	ATD.B	49,06	0,42	0,86	187	28,61	51,18
Astral Media	ACM.A	40,88	-0,95	-2,27	778	31,85	49,29
Canadian Tire	CTC.A	71,46	-0,13	-0,18	112	57,10	73,46
Cogeco	CCA	38,16	0,77	2,06	88	34,45	54,28
Corus	CJR.B	22,61	0,04	0,18	186	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	15,01	0,08	0,54	84	12,15	15,84
Loblaw	L	34,62	-0,02	-0,06	453	31,11	39,24
Magna	MG	44,40	1,35	3,14	709	32,72	48,99
Metro	MRU	58,92	1,32	2,29	204	47,85	59,68
Quebecor	QBR.B	34,84	-0,42	-1,19	45	31,20	40,35
Rona	RON	10,26	-0,02	-0,19	130	8,64	14,49
Saputo	SAP	43,83	-0,11	-0,25	148	37,28	46,36
Shaw	SJR.B	21,76	0,26	1,21	1 560	18,93	21,76
Shoppers Drug Mart	SC	41,63	-0,02	-0,05	358	39,30	44,44
Tim Hortons	THI	49,58	-0,10	-0,20	537	47,36	57,91
Transat A.T.	TRZ.B	5,30	0,01	0,19	5	2,79	7,74
Yellow Media	YLO	0,08	0,01	14,29	937	0,02	0,61

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Alim. Couche-Tard	ATD.B	49,06	0,42	0,86	187	28,61	51,18
Astral Media	ACM.A	40,88	-0,95	-2,27	778	31,85	49,29
Canadian Tire	CTC.A	71,46	-0,13	-0,18	112	57,10	73,46
Cogeco	CCA	38,16	0,77	2,06	88	34,45	54,28
Corus	CJR.B	22,61	0,04	0,18	186	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	15,01	0,08	0,54	84	12,15	15,84
Loblaw	L	34,62	-0,02	-0,06	453	31,11	39,24
Magna	MG	44,40	1,35	3,14	709	32,72	48,99
Metro	MRU	58,92	1,32	2,29	204	47,85	59,68
Quebecor	QBR.B	34,84	-0,42	-1,19	45	31,20	40,35
Rona	RON	10,26	-0,02	-0,19	130	8,64	14,49
Saputo	SAP	43,83	-0,11	-0,25	148	37,28	46,36
Shaw	SJR.B	21,76	0,26	1,21	1 560	18,93	21,76
Shoppers Drug Mart	SC	41,63	-0,02	-0,05	358	39,30	44,44
Tim Hortons	THI	49,58	-0,10	-0,20	537	47,36	57,91
Transat A.T.	TRZ.B	5,30	0,01	0,19	5	2,79	7,74

ÉCONOMIE



FRANCISCO LEONG AGENCE FRANCE-PRESSE

À Lisbonne, des citoyens ont manifesté devant le parlement contre l'imposition de nouvelles mesures de rigueur.



ARIS MESSINIS AGENCE FRANCE-PRESSE

À Athènes, des manifestants ont répondu à l'appel de deux grands syndicats et pris la rue pour dénoncer le budget d'austérité adopté. Un appel à une grève générale de deux jours a été lancé pour les 6 et 7 novembre.

La Grèce vit toujours dans l'incertitude

Athènes et Lisbonne, sous la pression de la troïka, adoptent des budgets douloureux

La Grèce, qui risque une faillite à la mi-novembre, a présenté mercredi un projet de budget de très sévère austérité pour 2013 afin de satisfaire ses bailleurs de fonds, mais aucun accord avec eux n'a été conclu sur l'octroi de deux ans supplémentaires pour réaliser son assainissement budgétaire.

La Grèce, qui attend depuis juin le versement d'une tranche de prêt, se trouve donc une nouvelle fois à la merci d'un défaut de paiement à la mi-novembre lors de l'échéance d'un remboursement d'obligation de 5 milliards d'euros alors que la contestation sociale augmente face au nouveau tour de vis de rigueur. Le projet de budget comporte une série d'économies de 9,4 milliards d'euros, qui a été jugée en direct par

les partenaires et bailleurs de fonds du pays au cours d'une réunion téléphonique des ministres des Finances de la zone euro dans l'après-midi.

Athènes tente de persuader la troïka de ses créanciers qu'elle a progressé suffisamment dans la mise en place des réformes d'assainissement pour que celle-ci débloque la tranche de 31,2 milliards d'euros de prêt dont le pays a besoin pour éviter la faillite. Dans un climat de grande incertitude, et dans l'attente du rapport de la troïka espéré par les Grecs pour le 12 novembre, aucun verdict définitif n'a été rendu mercredi par les Européens sur l'octroi ou non d'un sursis de deux ans.

Juste avant d'examiner la copie d'Athènes, la Commission a envoyé un coup de semonce à Athènes en démentant l'exis-

tence à ce stade d'un accord entre Athènes et la troïka de ses créanciers (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne), qui négocient depuis quatre mois, contrairement à ce qu'avait annoncé mardi le premier ministre grec, Antonis Samaras. « Nous sommes en train de réduire de manière continue le nombre de questions à régler », a déclaré à la presse un des porte-parole de la Commission, Simon O'Connor, se disant « confiant dans le fait qu'un accord interviendra bientôt au niveau technique ».

Côté économies budgétaires, sur le total prévu par la Grèce à la demande de ses créanciers, 7,6 milliards proviennent de coupes dans les retraites, salaires de la fonction publique et aides sociales,

les retraités étant les plus gros contributeurs à l'effort (4,68 milliards) via un recul de deux ans envisagé de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65). Le budget prévoit aussi près de deux milliards de hausse des recettes.

Soit un effort d'économie exactement conforme aux engagements pris par la Grèce, malgré les difficultés de négociation au sein de la coalition gouvernementale droite gauche et le risque d'explosion sociale. Il permettra de réduire le déficit budgétaire à 5,2% du PIB au lieu de 6,6% attendu en 2012, mais s'inscrit dans un paysage économique totalement dévasté en Grèce, qui connaîtra l'an prochain sa sixième année consécutive de récession.

Le PIB devrait ainsi chuter de 4,5%, selon les projections

du gouvernement, contre -6,5% attendu en 2012, tandis que la dette devrait exploser à 189,1% du PIB, soit 346,2 milliards d'euros, contre 175,6% attendu en 2012.

Portugal

Au Portugal, également sous la coupe d'une troïka UE-FMI-BCE, les 5,3 milliards d'économies du budget 2013 proviennent principalement de hausses d'impôts, une recette déjà appliquée en 2010 et 2011 en Grèce, et très contestée. Le Parlement portugais votait mercredi la proposition de budget pour 2013 du gouvernement de centre droit, tenu de renforcer la politique de rigueur menée sous la tutelle de ses créanciers en dépit d'un mécontentement, là aussi, grandissant.

L'objectif est de ramener le

déficit public à 4,5% du PIB, contre un objectif de 5% cette année.

À Lisbonne, dans l'après-midi, une manifestation a eu lieu devant le parlement à l'appel de mouvements de citoyens et de syndicats de fonctionnaires qui entendent dénoncer ce nouveau train de mesures d'austérité. Et les syndicats ont appelé à une grève générale le 14 novembre. En Grèce, le dépôt du projet de budget, accompagné dans la foulée « du projet du cadre de stratégie des finances publiques à moyen terme (2013-2016) », a aussi relancé la mobilisation sociale, avec un appel à une grève de 48 heures les 6 et 7 novembre contre ces nouvelles mesures d'austérité.

Agence France-Presse

L'Espagne est confrontée à une fuite de capitaux

Les investisseurs ont retiré 247 milliards d'euros du pays



DOMIQUÉ FAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

À Madrid, des citoyens évincés de leur logement faute de pouvoir assumer les remboursements hypothécaires manifestent leur désespoir devant la banque Caja Madrid.

Le volume des capitaux retirés d'Espagne par les investisseurs a bondi entre janvier et août pour atteindre 247 milliards d'euros, soit environ 600 fois plus que sur la même période de 2011, ce qui reflète l'inquiétude que suscite l'économie du pays.

Ce chiffre, publié mercredi par la Banque d'Espagne, marque un nouveau record depuis le début de la série statistique lancée en 1990, et signifie que les grands investisseurs espagnols et étrangers ont préféré se tourner vers l'extérieur pour placer leurs fonds. Il s'agit notamment de fonds qu'ils possèdent en Espagne sous forme de prêts et dépôts ainsi que de portefeuilles d'actions et de titres de dette du pays.

Au total, 247 milliards d'euros ont été retirés entre janvier et août, alors que le pays avait enregistré, sur la même période en 2011, une sortie de capitaux de seulement 398 millions d'euros, soit 620 fois moins. Alors que les

doutes persistent autour d'une possible demande de sauvetage financier de l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, le retrait des capitaux enregistrés jusqu'en août illustre la défiance des marchés.

Celle-ci s'est toutefois apaisée à partir du mois d'août, avec notamment l'annonce, bien reçue par les investisseurs, de la volonté d'agir de la Banque centrale européenne (BCE) pour aider certains pays de la zone euro, comme l'Espagne, à se financer. Sur le seul mois d'août, la sortie des capitaux vers l'étranger a atteint 11,8 milliards d'euros, contre 18 milliards un an plus tôt.

La Bourse de Madrid a perdu près de 8% de sa valeur depuis le début de l'année et le volume de dette publique détenue par des investisseurs étrangers n'atteignait plus que 33,9% en août, contre 51,5% il y a un an.

Agence France-Presse

INNOVATION.CA
FONDATION CANADIENNE POUR L'INNOVATION | CANADA FOUNDATION FOR INNOVATION

ASSEMBLÉE PUBLIQUE ANNUELLE

Conférencière
Madame Elyse Allan
Présidente et chef de la direction
GE Canada

De la conception à la mise en œuvre
Le défi de l'innovation du Canada

Vendredi 7 décembre 2012
8 h à 10 h
FAIRMONT CHÂTEAU LAURIER
SALON DRAWING
1, rue Rideau
Ottawa (Ontario)

RSVP d'ici le 30 novembre 2012
613.996.4426 ou rsvp@innovation.ca

Le nombre de places à cet événement gratuit est limité, veuillez donc vous inscrire tôt. Le petit-déjeuner continental est inclus.

La recherche au service des collectivités

ÉCONOMIE

Google finasse avec le fisc français

Le géant américain aurait éludé 1 milliard d'euros d'impôts, selon *Le Canard enchaîné*

Paris — La Direction générale des impôts en France vient de réclamer par courrier un milliard d'euros à Google pour quatre exercices comptables, d'après *Le Canard enchaîné* paru mercredi.

Lancée sous la présidence de Nicolas Sarkozy, une enquête aurait eu lieu ces derniers mois sur les « prix de transfert » entre la filiale française de Google et son holding irlandais. Grâce à un montage financier, Google « ne paie quasiment aucun impôt sur les bénéfices qui sont réalisés dans l'Hexagone », relève *Le Canard enchaîné*.

Lundi dernier, François Hollande avait reçu le patron du géant américain, Eric Schmidt, pour évoquer des négociations avec les éditeurs de presse, lesquels souhaitent la mise en place d'une taxe sur les moteurs de recherche.

Le géant américain Google a démenti s'être vu notifier un redressement fiscal. Dans son communiqué publié mardi soir, Google assure également se conformer « aux législations fiscales de tous les pays dans lesquels l'entreprise opère, et avec les règles européennes ».

Pour réduire son impôt sur les sociétés, Google utiliserait les ficelles de l'optimisation fiscale et ferait notamment son miel d'un montage

financier connu sous le nom de « Double irlandais » et « Sandwich hollandais ». Dans un rapport sénatorial publié en juin dernier, le président UMP de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini, a décrit ce mécanisme particulièrement utilisé par des entreprises détentrices de brevets. M. Marini relève qu'outre Google, Facebook ou encore Microsoft y ont recours.

La première étape de ce schéma voit Google US Inc. concéder ses droits de propriété intellectuelle, comme les brevets et les marques, à une société irlandaise établie aux Bermudes. Cette société, Google Ireland Holdings, verse à Google US, en contrepartie de ces droits, une redevance « dont le prix est fixé le plus bas possible pour limiter la charge fiscale aux États-Unis », précise le sénateur Marini, qui note également que ce prix de transfert a été validé par l'administration américaine.

De droit irlandais, Google Holdings Ireland est la société mère d'une filiale dénommée Google Ireland installée à Dublin. Cette filiale, qui emploie près de 2000 personnes et réalise l'ensemble du chiffre d'affaires de Google pour l'Europe (dont la France), le Moyen-Orient et l'Afrique, soit près de 11 milliards, devient le

concessionnaire des droits de propriété intellectuelle détenus par « sa mère » en contrepartie d'une redevance chiffrée par le sénateur Marini à 5,4 milliards.

« Le paiement de la redevance permet de renvoyer le bénéfice réalisé à la mère installée aux Bermudes », écrit M. Marini, qui souligne que, bien que de droit irlandais, Google Holdings Ireland échappe à l'impôt sur les bénéfices irlandais au motif qu'elle a son « centre de management effectif » aux Bermudes. Quant à Google Ireland, elle passe le paiement de sa redevance à sa société mère en charge déductible de son impôt sur les bénéfices réduisant d'autant ce dernier.

Pour rendre le système encore plus efficace, Google met à profit une règle du droit irlandais selon laquelle les redevances liées à l'exploitation d'un droit de propriété sont totalement exemptées d'imposition si elles sont transférées à l'intérieur de l'Union européenne. Un transfert à l'extérieur de l'Irlande donnerait lieu à une taxation minime. En conséquence de quoi le groupe américain a décidé d'intercaler entre les deux sociétés irlandaises une société néerlandaise, Netherlands Holdings BV, par laquelle transite le paiement des redevances.

M. Marini conclut ainsi sa description : « Au

total, près de 99,8 % des bénéfices réalisés à Dublin sont perçus par Google Ireland Holdings sise aux Bermudes... où l'imposition sur les bénéfices n'existe pas. »

Ce schéma laisse entier un ultime problème pour Google : le rapatriement aux États-Unis des bénéfices transférés aux Bermudes doit normalement donner lieu à une imposition d'environ 35 %. Mais à condition de s'armer de patience, la facture peut encore être allégée. En 2005, le gouvernement américain avait décidé de n'imposer qu'à 5 % les bénéfices rapatriés depuis l'étranger. Le sénateur Marini rappelle que cette opération avait permis de faire revenir 300 milliards de bénéfices, avec à la clé 15 milliards de rentrées fiscales pour les États-Unis.

Dans son rapport, M. Marini indique que le Conseil national du numérique a estimé que les revenus générés en France par Google, iTunes, Amazon et Facebook « oscillaient entre 2,5 et 3 milliards d'euros » et que ces quatre acteurs de l'Internet acquittent en moyenne 4 millions d'euros par an au titre de l'impôt sur les sociétés alors qu'ils pourraient être redevables « d'environ 500 millions d'euros ».

La Presse canadienne



L'usine qu'exploite General Motors à Bochum, en Allemagne, que l'entreprise pourrait fermer pour cause de non-rentabilité.

BERND THISSEN AGENCE FRANCE-PRESSE

GM réduit ses effectifs en Europe

Le profit du géant de l'auto fond de 14 % au troisième trimestre

Detroit — Le mastodonte américain de l'automobile General Motors a affiché mercredi un bénéfice en déclin de 14 % au troisième trimestre et la suppression de 2600 emplois en Europe.

GM a engrangé un profit de 1,48 milliard \$US entre juillet et septembre, comparativement à 1,73 milliard un an plus tôt. Cette détérioration serait attribuable à l'augmentation des pertes avant impôts épongées en Europe et au recul du bénéfice nord-américain.

Le constructeur automobile a par contre récolté un profit solide en Amérique du Sud et ses résultats à l'extérieur de la Chine ont été

supérieurs aux attentes.

GM s'est néanmoins réjoui de sa performance trimestrielle, estimant qu'elle démontre que ses efforts commencent à porter fruits. Quatre des cinq divisions de GM ont affiché un profit, avec la seule exception de l'Europe. La firme de Detroit a réalisé un bénéfice de 89 cUS par action, contre 1,03 \$US par action l'an dernier. Ses revenus se sont appréciés de 2,5 % à 37,6 milliards.

En Europe, GM a essuyé une perte avant impôts de 478 millions, contre 292 millions l'an dernier. Le numéro un américain de l'automobile a donc annoncé qu'il supprimerait 2600 em-

ploiis au total en 2012 en Europe, en majorité sous forme de départs à la retraite ou de départs négociés, essentiellement en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France. Sur ce total, quelque 2300 personnes ont déjà quitté la division européenne du groupe depuis le début de l'année, a précisé un porte-parole du groupe, qui a vu son bénéfice du troisième trimestre baisser de 12 % sur un an, notamment à cause de lourdes pertes en Europe. GM prévoit de perdre entre 1,5 et 1,8 milliard dans la région cette année.

Des suppressions d'emplois supplémentaires surviendront en 2013, a indiqué en outre le direc-

teur de la région Europe, Steve Girsky, lors d'une conférence avec les analystes après la publication des résultats trimestriels du groupe. Il a noté que le groupe prévoyait une contraction de 4 à 5 % du marché l'an prochain en Europe par rapport « aux niveaux déjà déprimés de 2012 ».

Le numéro deux américain de l'automobile Ford, qui prévoit lui aussi de perdre 1,5 milliard de dollars en Europe cette année, vient de son côté d'annoncer la fermeture de trois usines dans la région ce qui représente 6200 suppressions de postes.

Associated Press et Agence France-Presse

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sudoku par Fabien Savary

6	9		3	7		8		
	5					7	3	
			2		9		5	
	4					1		
5								
			5	8				3
		5			2			
	8		9	1			7	4
9					7	2		6

Niveau de difficulté : FACILE 2214

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

3	1	5	4	8	9	7	2	6
6	9	7	3	5	2	8	1	4
4	8	2	1	7	6	3	9	5
7	5	6	9	2	3	1	4	8
9	2	4	8	1	5	6	7	3
1	3	8	6	4	7	9	5	2
5	7	1	2	6	8	4	3	9
2	6	3	7	9	4	5	8	1
8	4	9	5	3	1	2	6	7

2213

Canada Populaire Desjardins de Verdun Demanderesse C. Victor Amoye et Myrlande Dorfeuille
Défendentes 500-22-174882-103
ANNONCE: Le 13 novembre 2012, au 4002, Delage, Saint-Léonard, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de Victor Amoye et Myrlande Dorfeuille saisis en cette cause, consistant en: 1 véhicule de marque Toyota Sienna (2007) beige/gold, no. série 5TDZK23C37 S022304, CONDITION: ARGENT COMPTANT ou CHEQUE VISE. INFORMATIONS: (514) 350-9000 Dominic Bouchard, huissier de justice

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LONGUEUIL COUR SUPÉRIEURE No 905-05-010296-124 L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC Partie demanderesse CANAN YASAR Partie défenderesse PRENEZ AVIS que le 13/11/2012 à 11:00 AU 1855, TALLEYRAND #105-A BROSSARD seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de CANAN YASAR, saisis en cette cause, soit: PONTIAC MONTANA, PS2 & ACC, LECTEUR DVD, TV SONY 46" CONDITIONS: ARGENT OU CHEQUE VISE. ERIC MOREL, HUISSIER DE L'ÉTUDE PHILIPPE & ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 166, DU MOULIN ST-ESTACHE QUÉBEC J7R 2P5 TEL. 450-491-7575

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-17-070566-123
COUR SUPÉRIEURE JEAN-PHILIPPE LAFORTUNE Demandeur
C/ CONSTRUCTION ET GESTION MILANO INC. ET/ ESTHER MILLIEN LINARES Défenderesses
ASSIGNATION
ORDRE est donné à Construction et Gestion Milano Inc. et Esther Millien Linares de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal, au local 1.120 dans les 30 jours de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.
La requête introductive d'instance sera présentée devant le Tribunal le 10 décembre 2012, à 9h00 en salle 2.16, au Palais de justice de Montréal.
Une copie de la requête introductive d'instance a été remise au greffe à l'intention de Construction et Gestion Milano Inc. et Esther Millien Linares.
A Montréal, le 26 octobre 2012
ANNIE OUELLETTE Greffière adjointe J.O. 0309

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE SAINT-HYACINTHE NO: 750-04-006811-121
COUR SUPÉRIEURE (Chambre de la Famille) Le 19 octobre 2012
ESPERANZA JEMENEZ ESQUIVEL Demanderesse
c. JORGE HENRIQUE ALFONSO Défendeur
et
LE DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL DU QUÉBEC Mis-en-cause
ASSIGNATION (139 C.p.c.)
ORDRE est donné à Jorge Henrique Alfonso de comparaître le 6 décembre 2012 à 9h00 au palais de justice de Saint-Hyacinthe situé au 1550 rue Des-saules à Saint-Hyacinthe, en la salle 2, suite à la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.
Une copie de la requête introductive d'instance en déchéance d'autorité parentale et en changement de nom et de l'avis au défendeur a été laissée au greffe à l'intention de Jorge Henrique Alfonso.
Lieu: Saint-Hyacinthe Date: le 19 octobre 2012 L'honorable Jocelyn Verrier,

QTMG HUISSIERS DE JUSTICE
COUR DU QUÉBEC PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-22-196332-129
COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL Partie demanderesse c. CATHERINE MACDONALD Partie défenderesse
ASSIGNATION 139 C.P.C.
Avis est donné à la partie défenderesse que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de Montréal, une requête introductive d'instance. Une copie de cette requête et de l'avis au défendeur a été laissée à l'intention de la partie défenderesse, au greffe du tribunal, au palais de justice de Montréal, local 1.120, situé au 1 rue Notre Dame Est, Montréal. Il est ordonné à la partie défenderesse de comparaître dans un délai de 30 jours de la publication de la présente ordonnance. À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai. Soyez aussi avisé que la requête introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal, le 5 décembre 2012 à 9h00 en la salle 2.06 du palais de justice de Montréal.
À Montréal, le 26 octobre 2012
ELAINE CLOUTIER-NEVEU Greffier adjoint, C.Q

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES
HEURES DE TOMBÉE
Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.
Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi
Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi
Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340
Sur Internet: www.ledavoir.com/services-et-annonces/avis-publics
www.ledavoir.com/services-et-annonces/appeles-d-offres
Courriel: avisdev@ledavoir.com

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LAVAL NO: 540-22-018115-120
COUR DU QUÉBEC (Chambre civile) PRÉSENT: BANQUE ROYALE DU CANADA Partie Demanderesse c. PC3.CA INC. et SAMUEL USAMA et KRASHIR EMILOV KRASTEVE et MAGED KAMAL FARAG RIZKALLA Partie Défenderesse
ASSIGNATION
ORDRE est donné à MAGED KAMAL FARAG RIZKALLA de comparaître au greffe de cette Cour situé au 2800, boulevard Saint-Martin Ouest, salle RC05, dans les trente (30) jours de la date de publication du présent avis dans le Journal LE DEVOIR.
La requête introductive d'instance (action sur prêts), avis à la partie défenderesse et nouvel avis de présentation sera présentée devant le tribunal le 6 décembre 2012 à Laval en salle 2.10 au Palais de justice de Laval.
Une copie de la requête introductive d'instance a été remise au greffe à l'intention de M. MAGED KAMAL FARAG RIZKALLA.
Laval, le 29 octobre 2012
NICOLE DUCHESNE GREFFIER ADJOINT

AVIS À TOUTS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Opération Enfant Soleil pour prendre soin de la vie opérationenfantsoleil.ca

SUDOKU : le logiciel
10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

Association québécoise des troubles d'apprentissage
« J'ai bûché très fort pour réussir mes études... j'apprenais différemment! »
www.aqeta.qc.ca

Les petits frères des Pauvres
La famille des personnes âgées seules
Pour donner 1.866.627.8653

Dystrophie musculaire Canada
une action mesurée
1.800.567.2236 www.muscle.ca
IL FAUT UNE ACTION, UNE ACTION MUSCLÉE!

ÉCONOMIE

L'OFFRE DE BELL

Les dirigeants d'Astral restent discrets sur leurs intentions

SYLVAIN LAROCQUE

Les dirigeants d'Astral Media ont refusé net mercredi d'indiquer ce qu'ils entendent faire maintenant que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC) a bloqué le rachat de l'entreprise par Bell Canada.

Lors de la téléconférence avec les analystes financiers tenue pour commenter les résultats du quatrième trimestre d'Astral, le grand patron de l'entreprise, Ian Greenberg, n'a voulu répondre à aucune question portant sur la transaction ou sur la suite des choses. Tout au plus a-t-il indiqué que son équipe de direction aurait « beaucoup de travail » à abattre d'ici au 15 janvier, date jusqu'à laquelle Bell peut prolonger son offre d'achat de 3,8 milliards pour Astral.

Plus tôt ce mois-ci, le CRTC a rejeté la transaction en affirmant que celle-ci donnerait un poids trop important à Bell dans le paysage médiatique canadien anglais. Le géant des télécommunications a aussitôt demandé au gouvernement fédéral de rappeler le CRTC à l'ordre, mais mardi, le ministre de l'Industrie, Christian Paradis, a réitéré qu'Ottawa n'avait « aucune intention d'intervenir » dans le dossier.

Les actifs d'Astral dans les secteurs de la télévision spécialisée, de la radio et de l'affichage extérieur sont susceptibles d'intéresser des groupes comme Rogers, Transcontinental et Corus. Mardi, le p.-d.g. de Corus, John Cassaday, s'est abstenu de commenter le dossier, soulignant que Bell et Astral demeuraient liés par contrat jusqu'à la mi-janvier. De son côté, la direction de Transcontinental, lors d'une rencontre organisée la semaine dernière par la Financière Banque Nationale, a indiqué qu'elle comptait jeter un coup d'œil aux stations de radio québécoises d'Astral ainsi qu'à son réseau pancanadien de panneaux d'affichage extérieur.

Astral a par ailleurs annoncé mercredi une hausse de 5,3 % de ses profits nets à son quatrième trimestre. Au cours de la période qui a pris fin le 31 août, l'entreprise a enregistré un bénéfice net de 31,4 millions (55 ¢ par action), alors qu'elle avait engrangé 29,8 millions (53 ¢ par action) pendant le trimestre correspondant de l'an dernier. En excluant les frais liés à l'offre d'achat de Bell (4,7 millions), la perte de valeur de licences de radiodiffusion et les charges d'impôts différés, le bénéfice net du trimestre a atteint 54,3 millions (96 ¢ par action), en hausse de 14 % par rapport aux 47,7 millions (85 ¢ par action) dégagés il y a un an. Le chiffre d'affaires trimestriel a augmenté de 2 % pour atteindre 251,8 millions. Les revenus du secteur de la télévision ont crû de 1 %, ceux de la radio de deux % et ceux de l'affichage de 6 %.

Astral a assuré ne pas ressentir les effets du lancement par le Groupe TVA de plusieurs canaux spécialisés au cours des derniers mois.

Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net d'Astral s'est élevé à 173,3 millions (3,08 \$ par action), en hausse de 3,7 % par rapport aux 167,1 millions (2,93 \$ par action) de l'an dernier. Les revenus annuels ont totalisé 1,02 milliard, en hausse de 1 %.

La Presse canadienne

Nouvelle mise en garde de Mark Carney aux Canadiens

Ottawa — Le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, recommande aux Canadiens de ne pas faire preuve d'une confiance aveugle en ce qui a trait à leur sécurité financière si cette dernière est liée à des biens ménagers.

M. Carney a affirmé mercredi devant le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, à Ottawa, que l'endettement des ménages par rapport à leur revenu était à un niveau élevé, à 163 %, et il a dit ne pas être vraiment rassuré par le fait que la valeur des ménages était également « très élevée ».

Le problème avec les biens ménagers, a ajouté le gouverneur de la banque centrale, est que la plupart sont liés à de l'immobilier, de sorte que leur valeur peut augmenter et baisser, et qu'ils ne sont pas toujours liquides.

Certaines personnes se sentent à l'aise financièrement parce que leurs actifs sont supérieurs à leurs dettes, mais lorsqu'un choc survient et que l'immobilier chute, elles ne parviennent pas à vendre leur résidence, mais elles ont toujours des paiements hypothécaires à faire, a indiqué M. Carney. Voilà pourquoi il revient sans cesse sur cette question depuis un moment, a expliqué le gouverneur.

M. Carney a cependant dit croire qu'il n'était pas trop tard pour que les Canadiens ralentissent leur accumulation de dettes.

La Presse canadienne

L'économie canadienne marque une pause

Le PIB a reculé de 0,1 % en août

JULIAN BELTRAME

à Ottawa

L'économie canadienne a pris une étonnante pause en août, affichant son premier déclin depuis février et dressant la table pour son pire trimestre d'activité en plus d'un an.

Le PIB réel s'est contracté de 0,1 % pendant ce mois, ce qui est attribuable tant à des facteurs temporaires qu'à d'autres plus fondamentaux. Les analystes misaient plutôt sur une croissance relativement saine de 0,2 %.

Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a estimé qu'il valait ne pas trop s'en faire avec ce recul d'un mois, affirmant que l'économie continuait de croître malgré tout. « Ce n'est qu'un mois, a-t-il indiqué aux journalistes alors qu'il se rendait à un caucus du Parti conservateur. Il y a certainement une faiblesse en Europe et la reprise américaine est lente. Nous allons observer des variations de mois en mois, mais dans l'ensemble, pour l'année, nous sommes sur la bonne voie en ce qui a trait à la croissance du PIB. »

Compte tenu que 10 des 18 secteurs industriels étudiés par Statistique Canada ont connu des reculs — incluant certains des plus impor-

tants, comme ceux de la fabrication, de la construction et de l'extraction minière, pétrolière et gazière —, « ceci n'est pas un hasard », a observé l'économiste Doug Porter, de la Banque de Montréal. « Même si des facteurs temporaires ont pesé sur l'activité du mois d'août, le principal message est que l'économie a de la difficulté à engendrer quelque croissance que ce soit. »

Malgré les attentes des économistes du secteur privé, la Banque du Canada avait prédit, en quelque sorte, cette faiblesse la semaine dernière en réduisant ses perspectives de croissance pour le troisième trimestre au niveau anémique de 1 %. Elle avait alors attribué ce faux pas aux fermetures temporaires dans le secteur des ressources naturelles.

Mais la banque centrale devra se considérer chanceuse si ses prévisions finissent par s'avérer, a nuancé l'économiste de la Banque Scotia Derek Holt, puisque la croissance du trimestre, qui a pris fin en septembre, est maintenant en voie de s'établir à 0,5 %. Et selon lui, les facteurs temporaires n'expliquent pas tout. « L'élément le plus dérangeant dans ce rapport est la profondeur du déclin dans un si grand nombre de sec-

teurs différents », a-t-il noté. « À mon avis, cela s'inscrit dans un portrait plus large qui verra la Banque du Canada réduire encore davantage ses prévisions dans son rapport sur la politique monétaire de janvier, d'une façon qui éliminera toute éventualité de hausse des taux d'intérêt dans un avenir rapproché. Nous avons besoin d'une politique monétaire relativement souple dans ce genre d'environnement. »

Lors d'un témoignage devant le comité des finances des Communes, mardi, le gouverneur de la banque centrale, Mark Carney, a indiqué croire que de modestes hausses des taux d'intérêt seraient nécessaires d'ici 2015, ce qui laisse présager que le taux directeur pourrait rester à son niveau actuel de 1 % au moins jusqu'à un certain moment en 2014.

Selon les prévisions de M. Carney, l'économie pourrait commencer à prendre de la vitesse au quatrième trimestre, qui a débuté en octobre. Des analystes jugent un tel scénario probable, mais se demandent si le rebond sera aussi important que celui prévu par la banque centrale, soit 2,5 %.

La Presse canadienne



Le secteur de l'extraction pétrolière et gazière a contribué au recul du PIB.

MARK RALSTON AGENCE FRANCE-PRESSE

Québec accuse un déficit commercial record en août

Le Québec a inscrit un déficit commercial record en août, la valeur des exportations ayant diminué alors que celle des importations a augmenté. La léthargie dans l'aéronautique poursuit ses effets.

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le déficit commercial du Québec atteint un record de 2,44 milliards en août, soit 639 millions de plus qu'en juillet. Ce résultat traduit un recul des exportations de 207 millions, ou de 4,1 %, à 4,79 milliards alors

que les importations ont augmenté de 433 millions, ou de 6,4 %, à 7,23 milliards.

Dans son analyse Marc Pinsonneault, économiste à la Banque Nationale, a souligné qu'après deux mois au troisième trimestre, le volume d'exportations du Québec est le plus faible en neuf trimestres. Il fait également ressortir que pendant ce temps, le volume d'exportations dans l'ensemble du Canada était en hausse de 6,7 %, contre 2,1 % au Québec. L'analyste explique l'écart à la diminu-

tion des exportations de produits aéronautiques, qui est la principale catégorie d'exportations du Québec. Si on exclut cette catégorie, la croissance du volume d'exportations du Québec devient comparable à celle de l'ensemble du Canada.

Ce déficit commercial est en voie de retrancher à la croissance économique pour un troisième trimestre de suite, a-t-il ajouté.

Le Devoir

OTTAWA

SUITE DE LA PAGE B 1

exceptionnellement invitées à la table de négociations.

Incertitude

Mais cette présence des provinces à la table de négociation ne garantit pas qu'elles mettront en œuvre, en tout ou en partie, une éventuelle entente ratifiée par le Canada et l'Europe, ni qu'elles ne changeront pas d'avis après quelques années. Dans ce cas, Ottawa serait seul à devoir faire face à la colère du partenaire européen et n'aurait aucun moyen de sanctionner les provinces récalcitrantes ni de récupérer le coût d'éventuelles sanctions. L'expert admet cependant, dans un récent article écrit avec son collègue Patrick Fafard, que l'AECG permettrait aussi à l'Europe, si elle est jugée lésée, d'exercer des moyens de rétorsion qui pourraient être directement dirigés contre la province fautive.

Mais le danger, croit l'expert, est aussi, et peut-être plus encore, que les investisseurs européens hésiteront avant de trop s'engager au Canada, du moins tant qu'ils n'auront pas vu comment se comporteront les gouvernements provinciaux.

Ottawa est l'un des gouvernements fédéraux les plus mal lotis à cet égard, dit Patrick Leblond. Les États-Unis, l'Allemagne, l'Australie et, à sa manière, l'Union européenne disposent tous de moyens de contrainte légale sur leurs gouvernements infranationaux.

Une solution serait que l'on accorde ce pouvoir de contrainte au gouvernement fédéral ou, au contraire, que les provinces signent, elles

aussi, les traités commerciaux, ce qui, dans les deux cas, semble peu réalisable politiquement. L'option la plus probable, mais la plus risquée, est de suivre la même voie que pour l'ALENA, c'est-à-dire de ne rien faire en se fiant à la bonne foi et au bon jugement de tous. Une solution mitoyenne est de maintenir un haut degré de participation des provinces lors de la négociation de nouvelles ententes et d'obtenir ensuite de leur part une forme ou l'autre d'engagement public de mise en œuvre.

Derniers enjeux, dernier sprint

Entreprises en 2009, les négociations de l'AECG sont entrées dans leur phase finale et pourraient ne pas être conclues d'ici la fin de l'année comme prévu, ont récemment prévenu des porte-parole européens. Présenté comme un projet de traité commercial de « nouvelle génération » en raison de l'ampleur et de la diversité des domaines touchés, l'exercice se bute encore à plusieurs enjeux où les deux partis sont arrivés au point où les demandes des uns portent justement sur des points où les autres ne voulaient pas faire de concession.

L'un de ces enjeux est les marchés publics, où les discussions seraient très avancées, mais où les Européens voudraient notamment que le Québec et l'Ontario lâchent encore un peu de lest dans le domaine de l'énergie et des transports.

Un autre enjeu encore litigieux serait celui des services, en raison, entre autres, du refus du Canada d'assouplir ses règles dans le secteur financier et des télécommunications. L'Europe voudrait aussi qu'on relève pour les entre-

prises européennes le seuil à partir duquel les investissements étrangers font l'objet d'un examen des autorités canadiennes afin d'en mesurer l'avantage net pour le pays.

Dans le domaine agricole, un compromis aurait été trouvé en ce qui concerne les appellations d'origine. Il restera toutefois à fixer l'importance des quotas supplémentaires que le Canada accordera aux Européens dans les secteurs sous gestion de l'offre, comme le lait, et que l'Europe accordera au bœuf, au porc ou encore au maïs canadiens.

Les Européens seraient toujours insatisfaits du prolongement de la protection des brevets pharmaceutiques offerte par les Canadiens. Ces derniers craindraient pour leur part qu'une trop longue protection coûte bien cher à leurs systèmes de santé.

Le Canada, pour sa part, voudrait que l'on tienne mieux compte du degré d'intégration de son économie en Amérique du Nord et que l'Europe ne se montre pas si fermée devant ses produits souvent fabriqués avec de nombreuses pièces venant des États-Unis ou du Mexique. L'Europe, de son côté, ne voudrait surtout pas faire le moindre cadeau aux deux autres pays de l'ALENA sans le vouloir, surtout qu'elle entreprendra bientôt, probablement, des négociations avec les Américains.

Les réponses à toutes ces questions dépendront bien plus de la volonté des gouvernements que de celle des négociateurs, ont l'habitude de conclure ces derniers.

Le Devoir

LES SPORTS

C'EST DU SPORT!

Rien n'est moins sûr



JEAN DION

Si d'aventure vous appréciez les histoires du genre « Je ne suis pas au courant », comme on entend épisodiquement en nos contrées légèrement corrompues, vous serez heureux d'apprendre qu'il arrive qu'on retrouve le même genre de phénomène à l'intérieur du merveilleux monde du sport™. Et comme dans la vraie vie, cela ne conduit pas nécessairement à un congédiement.

Souffrez donc que l'on vous présente Romeo Crennel. Crennel est l'entraîneur-chef des Chiefs de Kansas City, une équipe à la dérive qui présente un somptueux dossier de 1-6.

Il se trouve que les deux quarts-arrière des Chiefs, Matt Cassel et Brady Quinn, en arrachent particulièrement. Or, qu'est-il recommandé de faire lorsque le général de la brigade offensive éprouve de la difficulté à déployer son immense talent? En plein cela: on recourt à la course (aussi appelée « course au sol » par certains experts patentés, comme s'il était possible de courir ailleurs qu'au sol sans s'aider de substances répréhensibles qui ne sont de toute manière pas encore inventées), comme dans le bon vieux temps, quand la passe vers l'avant était prohibée et que l'essentiel du football consistait à foncer dans le tas d'autant plus bravement qu'on jouait avec pas de casque, ou si peu. Avec peu de casque, en quelque confuse sorte.

Un scénario d'autant plus indiqué, faut-il constater, que KC dispose d'un porteur de ballon étoile en Jamaal Charles, et un second qui a déjà fait ses preuves en matière de fonçage dans le tas en Peyton Hillis.

Dimanche, les Chiefs recevaient les Raiders d'Oakland, qui ne forment pas précisément un terreur. Ils ont perdu 26-16 dans une démonstration sportive qui, selon plusieurs témoins oculaires, ne valait pas tellement le prix d'entrée.

Dans cette joute, Charles

n'a porté la peau de cochon que cinq fois. Forcément, les reporters d'investigation sur le terrain se sont enquis auprès du patron, après la rencontre, des motifs d'une pareille sous-utilisation.

On a d'abord demandé à Crennel si Charles était en santé. « Pour autant que je sache », a-t-il répondu.

Alors, pourquoi le faire si peu jouer? « Je n'en suis pas tout à fait certain non plus », a enchaîné Crennel. Ça vous rappelle quelque chose?

Il faut dire que Charles n'a récolté que quatre verges au total sur ses cinq portées, ce qui pourrait expliquer qu'on l'ait relativement ignoré. Mais écoutons de nouveau Romeo.

« Nous effectuons une rotation de nos demis offensifs. Hillis était de retour au jeu, et il a été en mesure de réaliser quelques portées. Il était relativement efficace. Quand un gars est efficace, on continue quelque peu avec lui. Hillis a été capable de courir et de résister à des plaquages et d'obtenir des résultats. »

Ce qui cloche là-dedans, demandez-vous sans pour autant espérer une réponse rapide? Au cours de la rencontre, Hillis a porté le ballon un grand total de quatre fois. Voilà sans doute la signification à attribuer à l'expression « quelque peu ».

En début de saison, les Chiefs étaient cotés à 45 contre 1 pour remporter le Super Bowl XLVII. Ils sont maintenant donnés à 500 contre 1. Ce qui met merveilleusement en relief la frilosité des preneurs aux livres de Vegas : même à 100 000 contre 1, personne ne toucherait à ça. Du reste, il nous est loisible de nous interviewer, de nous demander si Kansas City gagnera un seul autre match cette saison et d'essuyer un début de réponse, genre: « Je n'en suis pas tout à fait certain. »

Quoique... Un coup d'œil au calendrier des Chiefs nous indique qu'à la semaine 14, ils affronteront les Browns de Cleveland. Et de moins sûr que les Browns, il n'y a rien, ça, c'est certain.

C'est d'ailleurs ce que nous verrons la prochaine fois: y a-t-il encore des certitudes dans un monde incertain?

Joey Saputo dresse un bilan somme toute positif de la première campagne en MLS

Après une première saison en Major League Soccer, l'heure était au bilan chez l'Impact de Montréal, mercredi.

Tout l'état-major s'est réuni au stade Saputo devant une horde de journalistes pour faire le point sur cette première campagne somme toute réussie, mais qui a tout de même laissé un goût amer.

Le président de l'équipe, Joey Saputo, s'est dit satisfait à « 7,5 sur 10 » de cette première saison au cours de laquelle il croit que son équipe aurait dû participer aux séries éliminatoires.

« Je suis content, nous avons atteint notre objectif d'être compétitifs dès la première année, a lancé un Saputo souriant. Mais je ne suis pas totalement satisfait, car nous ne sommes pas une équipe de septième place. »

Il n'a d'ailleurs pas laissé place à interprétation en ce qui a trait à son objectif pour 2013. « Nous ne voulons pas être près d'une participation en séries, nous voulons être des séries, et nous ne voulons pas laisser des points au classement en accordant des buts en fin de match », comme ç'a souvent été le cas en 2012.

Financièrement, l'équipe n'aura pas réussi à faire ses

frais; des dépenses imprévues, comme un troisième camp d'entraînement avant le début de la campagne, mais surtout un objectif d'abonnements saisonniers non atteint en étant les principales raisons.

« Nous avions 8000 abonnements saisonniers et notre objectif pour la prochaine saison est de 10000, a précisé le vice-président Richard Legendre. Nous souhaitons avoir un taux de renouvellement de 85%, ce qui serait parmi les plus élevés dans la MLS. Nous sommes persuadés d'atteindre cet objectif. Actuellement, moins de 5% de nos abonnés ne renouvellent pas leurs billets. »

Le président Saputo ne se formalise pas de ces légères pertes financières: l'équipe planifie à long terme et ce déficit n'aura pas d'effet sur le produit qui se retrouvera sur le terrain l'an prochain.

D'ailleurs, le noyau de l'équipe devrait être sensiblement le même avec les retours de Patrice Bernier, Marco Di Vaio, Davy Arnaud, Matteo Ferrari, Alessandro Nesta, Nelson Rivas, Troy Perkins et Andrew Wenger, notamment. Le président a été clair: l'équipe

est aussi à la recherche d'un deuxième joueur désigné.

Une équipe plus hargneuse en 2013

De leur côté, l'entraîneur-chef Jesse Marsch et ses joueurs se sont entendus pour dire que l'équipe devait avoir une nouvelle attitude en 2013.

« La première chose que je changerais, c'est notre attitude, notre désir de gagner, a indiqué le gardien Troy Perkins. On doit avoir plus d'ego et ne pas laisser les autres équipes dicter la façon dont nous allons jouer. On doit être capables de se lever, d'être assez forts pour faire cela. »

« Je pense que dans les derniers matchs, notre désir de vaincre, d'être compétitifs, n'était plus là, a pour sa part indiqué Marsch. Je crois que de façon générale, c'est ce qui manque le plus à cette équipe: la compétitivité et le leadership. Savoir comment, en équipe, amener le niveau d'effort une coque au-dessus. »

« Nous avons fait de bons progrès à ce niveau: à la fin de l'année nous avons cessé de donner autant de buts, nous étions davantage organisés. Maintenant, on doit le faire à un

niveau plus élevé. Être plus efficaces pour se créer des occasions de marquer et les concrétiser. »

« Le niveau d'énergie déployé était très élevé pour la majeure partie de la saison, mais pas dans les derniers matchs », a estimé Marsch, qui prend le blâme pour cette baisse de régime. « À partir de maintenant, les attentes seront et doivent être plus élevées, à commencer par celles à mon endroit. »

On espère aussi que l'équipe pourra mettre de côté sa « double personnalité »: alors qu'elle a rendu la vie difficile à ses opposants au stade Saputo, elle n'a pas affiché la même confiance sur les pelouses adverses.

« Il faut absolument se trouver un plan B concret pour les matchs à l'étranger, a noté le milieu de terrain québécois Patrice Bernier, pour qui il s'agit de l'aspect le plus important à changer en 2013. À domicile, on a un style, mais à l'extérieur, ce n'est pas pareil. Il faut vraiment trouver le facteur qui pourra nous changer, nous apporter quelque chose de plus et qui fera en sorte qu'on sera en mesure d'aller chercher plus de victoires. »

La Presse canadienne

Calvillo parmi les finalistes aux honneurs dans la LCF

La Ligue canadienne de football a annoncé ses joueurs par excellence pour chacune des équipes la formant, dans les catégories de joueur par excellence, joueur défensif, joueur canadien, joueur de ligne offensive, recrue et membre des unités spéciales.

Les plus méritants des Alouettes sont Anthony Calvillo (joueur par excellence), Shea Emry (joueur défensif et joueur canadien), Josh Bourke (ligne offensive), Kyries Hebert (unités spéciales) et Patrick Lavoie (recrue).

Calvillo a atteint 5000 verges par la passe pour la septième fois de sa carrière, devenant le premier de l'histoire de la LCF à réussir cet exploit. Il a lancé pour plus de 300 verges lors de huit matchs consécutifs, brisant la marque qu'il partageait avec Doug Flutie. Le quart âgé de 40 ans mène la LCF pour les verges par la passe (5082) et se trouve au deuxième rang pour les passes de touché (31).

Le Britanno-Colombien Emry a signé 82 plaqués défensifs dont 7 sacs, un sommet d'équipe et un sommet personnel en carrière. Il a été choisi deux fois joueur défensif de la semaine cette saison.

Bourke a brillé avec une ligne offensive n'ayant alloué que 25 sacs, le plus petit total de la LCF. L'Ontarien de 30 ans a aidé ses coéquipiers à donner tout le temps voulu à Calvillo.

Le maraudeur Hebert mène pour sa part la ligue pour les plaqués sur les unités spéciales avec 26, tout en ayant distribué de nombreux blocs percutants sur les retours de bottés.

L'ailier rapproché Lavoie, premier choix du club lors du dernier repêchage canadien, a réussi un touché lors de 4 de ses 12 premières réceptions. L'ancien du Rouge et Or de l'Université Laval est sixième chez les Alouettes pour les touchés avec quatre, à égalité avec Bratton.

La Presse canadienne

LA FÊTE EN NOIR ET ORANGE!



MARCIO JOSE SANCHEZ LA PRESSE CANADIENNE

Une marée noir et orange est apparue dans les rues de San Francisco mercredi pour célébrer la conquête de la Série mondiale par les Giants, un bonbon d'Halloween d'autant plus agréable à déguster qu'il s'agissait du deuxième en trois saisons seulement. Des dizaines de milliers de partisans arborant les couleurs de l'équipe — et celles de la fête célébrée le 31 octobre — se sont massés le long de l'artère commerciale de la grande ville californienne afin d'applaudir leurs favoris, installés confortablement sur la banquette arrière de voitures décapotables.

TENNIS

Djokovic se fait surprendre à Paris

Paris — L'Américain Sam Querrey a surpris le Serbe Novak Djokovic 0-6, 7-6 (5) et 6-4 au deuxième tour du Masters de Paris, mercredi.

Djokovic n'avait pas été éliminé aussi rapidement d'un tournoi depuis le Masters de Miami en mars 2010.

« Je me sentais déjà fatigué au deuxième set... J'avais de la difficulté à chaque jeu, a dit Djokovic. C'est dommage mais d'un autre côté, ça va me donner un peu plus de temps pour récupérer. Les deux dernières semaines n'ont vraiment pas été faciles. »

Djokovic, assuré de terminer l'année comme n° 1 de l'ATP, est arrivé sur le terrain avec un masque de Darth Vader en cette journée de l'Halloween.

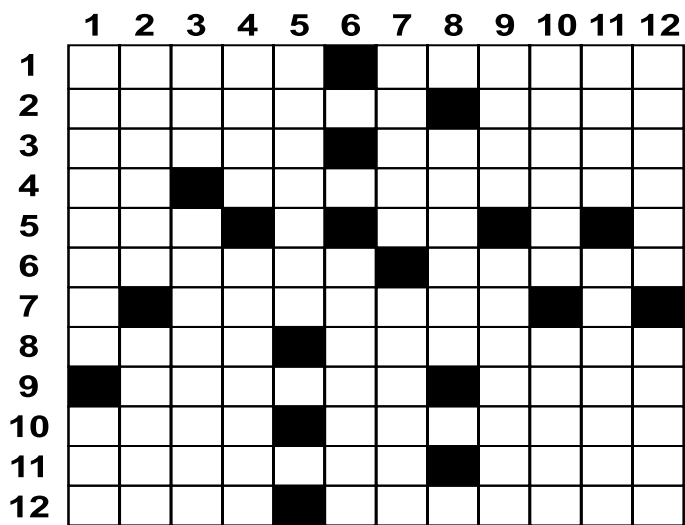
Il a continué de donner un spectacle en première manche, la remportant en seulement 21 minutes. « C'était un peu gênant », a reconnu Querrey, 24^e au classement mondial. « Mais j'ai trouvé mon rythme et j'ai gagné en confiance. J'ai mieux servi et je suis devenu un peu plus agressif. »

Au prochain tour, Querrey affrontera l'Ontarien Milos Raonic, tombé mercredi du Français Jérôme Chardy en trois manches de 6-7 (4), 7-6 (4) et 6-3.

Andy Murray, David Ferrer, Juan Martin Del Potro et Janko Tipsarevic l'ont également emporté pour passer au tour suivant.

Associated Press

MOTS CROISÉS



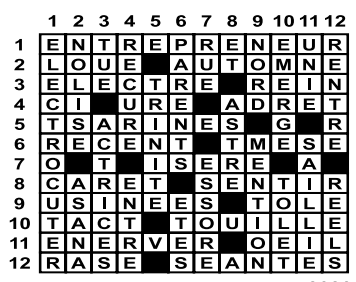
HORIZONTALEMENT

- Coup de téléphone - Espace de temps.
- Relative au système nerveux - Plante d'origine sud-africaine.
- Cheminées - Décocher.
- Lawrencium - Indécence.
- Ancienne affirmation - Actinium.
- Porte-bonheur - Puits naturels.
- Région de l'Italie.
- Italienne - Pluies.
- Ferme les yeux - Morceaux de musique.
- Livres de la bible - Imaginaires.
- On y entrepose les récoltes - Gros nuage.
- Steppe de l'Afrique du Sud - Ni acides ni basiques.

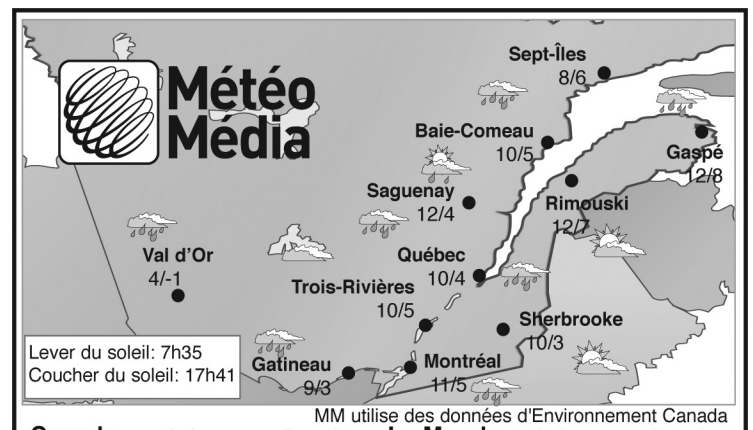
VERTICALEMENT

- Parenté - Moyen de transport.

- Travailler la pâte - Fait de l'ombre.
- Non pollué - Étendue de pays au bord de la mer.
- Époques - Oiseau palmipède.
- Individus quelconques.
- D'une île grecque.
- Se dit d'une pêche ou d'une poire - Onquée.
- Opération mystérieuse.
- Apparence - Font couler.
- Justifie - Se dit d'une âme.
- Réfutes - Ornée d'incrustations.
- Imbéciles - Situées.



SOLUTION DU DERNIER



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Mel -2/-8	Var -3/-6	Londres	Plu 14/10	Plu 13/8
Moncton	Ave 16/7	Var 13/4	Los Angeles	Sol 18/13	Sol 19/14
Saint-Jean	Ave 14/8	Var 12/5	Mexico	Sol 19/7	Sol 19/6
Toronto	Plu 8/3	Var 6/1	New York	Plu 11/6	Nua 11/4
Vancouver	Ave 13/10	Plu 13/10	Paris	Plu 13/10	Plu 11/6
Winnipeg	Var 0/-3	Nei 0/-4	Tokyo	Sol 19/14	Sol 16/11

Montréal	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui 11	5	8/3	7/0	5/3
Averses, pdp 40%	Averses, pdp 40%	Averses, pdp 60%	Averses, pdp 40%	Passages nuageux
Québec	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui 10	4	9/3	6/2	4/3
Averses, pdp 60%	Brumeux par endroits.	Averses, pdp 60%	Averses, pdp 60%	Généralement ensoleillé
Gatineau	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui 9	3	6/1	6/2	5/5
Faible pluie, pdp 70%	Averses, pdp 70%	Averses, pdp 60%	Plutôt nuageux.	Généralement ensoleillé

Soyez au courant du temps qu'il fera dans 14 jours.

Consultez la tendance 14 jours.



LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Obama au chevet des sinistrés, Romney en campagne

Barack Obama, à six jours de la présidentielle, veut agir en capitaine de navire dans la tempête et s'est rendu mercredi dans le New Jersey, un État littoral qui, comme New York, s'est attelé à l'immense tâche de la reconstruction après le passage du cyclone Sandy.

Conscient du danger d'apparaître indifférent aux souffrances de ses compatriotes, sept ans après l'ouragan Katrina dont la cote de confiance de son prédécesseur George W. Bush avait beaucoup pâti, M. Obama veut de toute évidence projeter l'image d'un dirigeant tenant fermement la barre.

Sur place, il a rejoint le gouverneur républicain Chris Christie, l'un des principaux lieutenants de son rival, Mitt Romney.

M. Romney, de son côté, a décidé de reprendre pleinement sa campagne pour tenter de déloger M. Obama, un objectif réaliste vu l'étroitesse des écarts dans les derniers sondages.

Mercredi, il a participé à trois réunions électorales en Floride, un des États clés qui décideront du résultat de l'élection le 6 novembre.

À Tampa, il s'est abstenu d'attaquer frontalement le président, ce qui aurait pu être mal perçu au moment où M. Obama sera vu en train de se pencher au chevet des sinistrés, qui plus est aux côtés de M. Christie.

M. Romney a transformé mardi un rassemblement de campagne dans l'Ohio en opération humanitaire en faveur des victimes de Sandy, même si une vidéo politique à sa gloire a été diffusée au début.

Les républicains ne sont pas les seuls à faire campagne: même si le président est en retrait du combat politique, le vice-président Joe Biden et l'ex-président Bill Clinton sont toujours sur le terrain pour lui.

Les deux équipes continuent aussi à se combattre par publicités, communiqués et tweets interposés.

Agence France-Presse



THONY BELIZAIRE AGENCE FRANCE-PRESSE

Une Haïtienne âgée dans un camp de tentes près de Port-au-Prince

APRÈS SANDY

L'état d'urgence est décrété en Haïti

Le gouvernement haïtien a décrété mardi soir l'état d'urgence sur l'ensemble du pays sérieusement affecté par l'ouragan Sandy, qui a fait plus de 50 morts, a annoncé mercredi le ministère de la Communication.

«L'état d'urgence est décrété pour une durée d'un mois sur toute l'étendue du territoire national en fonction de la situation résultant du passage de l'ouragan Sandy», précise le communiqué. «Le bilan est lourd, de nombreuses voies de communication ont été emportées. Les routes et ponts n'ont pas résisté, l'accès à plusieurs villes a été coupé, l'économie a été durement frappée», résume le communiqué gouvernemental.

Mercredi, une semaine après le passage de Sandy au large d'Haïti, les autorités poursuivaient les recherches pour retrouver une vingtaine de personnes portées disparues tandis que le dernier bilan faisait état de 51 morts et 19 blessés. Selon le gouvernement haïtien, plus de 200 000 personnes sont sinistrées. Des milliers de personnes ont été déplacées, parmi elles de nombreuses familles qui vivent dans des camps de réfugiés depuis le séisme de 2010.

Alors que des experts nationaux accompagnés de fonctionnaires de l'ONU continuaient d'évaluer les dégâts causés par l'ouragan, certaines régions étaient encore inaccessibles à cause de tronçons de routes coupés et de ponts effondrés ou endommagés.

Agence France-Presse

LA MANIÈRE FORTE ?

La Tunisie veut serrer la vis aux salafistes

Le pouvoir tunisien, dirigé par les islamistes d'Ennahda, assure désormais vouloir user de la manière forte pour répliquer aux attaques de la mouvance djihadiste, même si sur le terrain la réalité est moins tranchée selon des témoignages.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Khaled Tarrouche, a ainsi affirmé mercredi, au lendemain de violences dans le quartier de Douar-Hicher que les forces de sécurité utiliseront «tous les outils permis par la loi» en cas d'attaque des islamistes radicaux, laissant entendre que des balles réelles seront utilisées. La veille, un militant a d'ailleurs été tué lorsque les forces de l'ordre ont riposté à une attaque contre deux postes de la garde nationale — l'équivalent de la gendarmerie — dans ce quartier.

Cependant, contrairement aux affirmations de M. Tarrouche, aucun dispositif de sécurité renforcé n'a été déployé, et des personnes semblant appartenir à la mouvance salafiste, certains armés de couteaux, promettaient de se venger de la répression de la veille.

Un haut responsable policier a par ailleurs affirmé, sous couvert de l'anonymat, que les forces de l'ordre n'ont reçu que mardi l'autorisation du ministère de l'Intérieur pour lancer des opérations contre les salafistes de Douar Hicher. «On n'a reçu qu'hier les instructions du ministère de l'Intérieur pour appliquer la loi sérieusement», a-t-il dit. «C'est le début de la guerre entre nous et les salafistes», a-t-il ensuite assuré.

Rached Mahjoub, président de l'Association tunisienne pour une police citoyenne qui rassemble les cadres du ministère de l'Intérieur, note pour sa part une volonté accrue au sein du gouvernement pour lutter contre la mouvance djihadiste depuis l'attaque de l'ambassade des États-Unis le 14 septembre.

«La tendance a bien changé depuis le 14 septembre, la société civile et les politiques sont plus à l'écoute des policiers», a-



FETHI BELAID AGENCE FRANCE-PRESSE

Des soldats tunisiens montaient la garde mercredi près de la

ville. «Et pour moi, le ministre de l'Intérieur est clair et net dans ses instructions depuis une semaine», a-t-il ajouté.

Selon lui, le gouvernement a pris conscience que les forces de l'ordre étaient devenues une cible des islamistes radicaux. «Ils [les salafistes] sont passés de la menace à l'acte contre la police nationale. On en est conscients et nous sommes prêts à riposter», a souligné M. Mahjoub.

Contrairement à l'attaque de l'ambassade américaine, les forces de l'ordre ont répliqué très rapidement mardi soir aux assaillants, sans se laisser déborder.

Les autorités tunisiennes promettent régulièrement de réprimer tout acte de violence commis par des djihadistes, durcissant leur discours alors

que le gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda est accusé par l'opposition de faire preuve de laxisme.

Le président Moncef Marzouki, un laïc de centre gauche allié à Ennahda, a ainsi qualifié en octobre ces groupuscules de «grand danger» pour le Maghreb arabe, estimant qu'en Tunisie, ces militants étaient au nombre de 3000.

Leur chef présumé, Abou lyadh, est pour sa part en fuite, malgré un mandat d'arrêt lancé peu après l'attaque de l'ambassade américaine.

L'état d'urgence est en vigueur en Tunisie depuis la révolution, donnant des pouvoirs d'intervention accrus aux forces armées et à la police.

Agence France-Presse

Le courant passe bien entre Hollande et Nétanyahou

Les deux dirigeants ont discuté de l'Iran et de la paix au Proche-Orient

Le président français, François Hollande, a réclaté mercredi, devant Benjamin Nétanyahou, «des actes concrets» de l'Iran sur son programme nucléaire controversé, et demandé «la reprise sans conditions» du processus de paix au Proche-Orient.

«Seule la négociation pourra déboucher sur une solution définitive» pour la création d'un État palestinien, a insisté le chef de l'État français, prenant ses distances de la démarche palestinienne de demande de reconnaissance d'un État à l'Assemblée générale de l'ONU.

En visite en France pour deux jours, le premier ministre israélien a dit être prêt à négocier «sans aucune condition préalable» avec les Palestiniens.

Sur la question du gel de la colonisation, le chef de l'État français s'est montré peu critique. Tout juste a-t-il reconnu des «divergences» avec M. Nétanyahou. «Nous avons parfois des divergences, notamment sur la colonisation, que nous souhaitons voir arrêtée, mais nous sommes conscients qu'il n'y aura de paix que par la négociation», a dit M. Hollande.

Réagissant aux déclarations de M. Hollande, le négociateur palestinien, Saëb Erakat, a réaffirmé que l'arrêt par Israël de la colonisation était une «obligation israélienne, pas une condition palestinienne» à la reprise de négociations de paix.

Par ailleurs, un Iran doté de l'arme nucléaire «est une menace qui ne peut pas être acceptée par la France», a déclaré le président français. «Nous avons fait voter plusieurs sanctions et nous sommes prêts à en faire voter d'autres, autant qu'il sera nécessaire. Nous voulons avoir des actes et des gestes concrets» apportant «la preuve qu'il y a abandon de cette recherche» d'une arme nucléaire, a-t-il dit.

Téhéran, accusé de vouloir se doter de l'arme atomique sous couvert d'un programme

nucléaire civil, a toujours démenti avoir cette perspective.

«Je veux saluer la France pour la fermeté de sa politique à l'égard de l'Iran», a lancé Benjamin Nétanyahou.

Au terme de cette première rencontre qui a duré plus longtemps que prévu, le dirigeant israélien de droite s'est montré en forte symbiose avec le président socialiste sur nombre de sujets.

«Les discussions sur l'Iran avec M. Hollande, qui a souligné de façon très claire qu'un Iran nucléaire constituerait une menace pas seulement pour Israël, mais aussi pour la France et pour le monde, ont été très positives», a indiqué un haut responsable israélien sous couvert de l'anonymat.

Il a ajouté que les deux dirigeants, entre lesquels «le courant est bien passé», s'étaient entretenus pendant une heure de l'Iran et avaient discuté de «détails spécifiques» concernant un alourdissement des sanctions contre Téhéran.

Après avoir maintes fois brandi la menace d'une attaque imminente contre les installations nucléaires iraniennes, le premier ministre avait en septembre implicitement repoussé cet éventuel scénario au printemps, voire à l'été 2013.

«Ce n'est pas le scénario qu'aujourd'hui je pré-pare», a dit François Hollande, en parlant d'une solution pacifique. «C'est ce que nous souhaitons, que ça soit résolu pacifiquement», a renchéri Benjamin Nétanyahou.

Après l'Élysée, Benjamin Nétanyahou a rencontré le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, et plusieurs membres de son gouvernement.

Jeudi, il se rendra avec François Hollande à Toulouse pour une cérémonie commémorative à l'école juive Ohr Torah.

Agence France-Presse

REPÈRES

Le silence de «la Dame»



CLAUDE LÉVESQUE

Une nouvelle vague de violence intercommunautaire déferle sur l'ouest de la Birmanie (Myanmar) depuis une semaine. On ne sait pas encore ce qui a motivé cette nouvelle crise, mais au dire des agences humanitaires, elle aurait déjà fait près d'une centaine de morts et forcé 30 000 personnes à quitter leurs foyers. Cet exode s'ajoute à celui d'environ 100 000 autres personnes à la suite d'une précédente flambée, survenue en juin.

La bagarre oppose une minorité musulmane, les Rohingyas, aux Rakhines, qui constituent l'une des nombreuses autres minorités du pays, mais qui s'adonnent, comme la majorité des Birmans, à être de religion bouddhiste.

S'il est certain que des musulmans vivent en Birmanie depuis des siècles, la plupart des Birmans considèrent les Rohingyas comme des migrants venus du Bangladesh voisin à une époque relativement récente. Une loi promulguée en 1982 prive l'immense majorité d'entre eux de la nationalité birmane, ce qui fait des quelque 800 000 Rohingyas un peuple sans État. Cette communauté avait subi des campagnes de harcèlement de la part des militaires en 1978, puis de nouveau au début des années 1990. Des centaines de milliers de Rohingyas avaient alors trouvé refuge au Bangladesh. Aujourd'hui, ce dernier pays leur a fermé ses frontières.

En août, le rapporteur spécial des Nations unies pour la Birmanie a évoqué des allégations d'exactions commises par les policiers et les soldats dépêchés pour rétablir l'ordre dans l'État d'Arakan. Tomas Ojeo Quintana a également souligné le ressentiment profond qui existe entre les principales composantes ethniques de cette région de l'ouest de la Birmanie. La Fédération internationale des droits de l'homme soupçonne pour sa part les autorités

birmanes de ne pas vouloir faire toute la lumière sur les violences du début de l'été. Human Rights Watch, de son côté, a reproché au président Thein Sein des déclarations évoquant une éventuelle déportation massive. Aung San Suu Kyi, figure emblématique de l'opposition à la junte militaire et députée depuis avril 2012, a choisi de ne pas se mêler de l'affaire. Un silence remarqué et critiqué, notamment par les organisations occidentales de défense de la démocratie et des droits fondamentaux, qui l'ont toujours soutenue dans son combat pour la démocratie.

Malgré son courage et ses grandes qualités, il faut bien admettre que «la Dame», comme on l'appelle en Birmanie, ne peut pas faire de miracles. Mais pourquoi ce silence ou cette réticence à dénoncer ce qui ressemble à un acharnement contre une minorité appauvrie et marginalisée? Aung San Suu Kyi fait face à un dilemme: soit elle critique le traitement réservé à la minorité musulmane et risque ainsi de s'aliéner une bonne partie de la population, à majorité bouddhiste, qui n'aime pas les Rohingyas plus qu'il ne faut, soit elle garde le silence et perd l'appui des organisations internationales ainsi que la réputation plus qu'enviable qu'elle a acquise au fil des ans. Certains observateurs de la scène birmane la soupçonnent de penser avant tout aux élections générales prévues en 2015. Il y a peut-être plus troublant: certains groupes de la «société civile» birmane, notamment des associations de moines bouddhistes réputés proches du parti d'Aung San Suu Kyi, semblent alimenter le sentiment antimusulman dans l'État d'Arakan.

La Birmanie, voisine de la Chine qui y finance de grands projets d'infrastructure, a décidé il y a quelques années de réintégrer la communauté des États fréquentables en libérant ses prisonniers politiques. Curieusement, cette démocratisation partielle a coïncidé avec une recrudescence de la violence dans les régions où vivent certaines de ses principales minorités ethniques.

CHINE

La politique de l'enfant unique remise en question

CHINE

La politique de l'enfant unique remise en question

La Chine devrait supprimer sa politique impopulaire de l'enfant unique et autoriser les familles à avoir deux enfants d'ici 2015, a proposé un influent think-tank proche du gouvernement.

Cette proposition, avancée par la China Development Research Foundation, vient s'ajouter aux appels toujours plus nombreux pour assouplir une politique introduite il y a plus de 30 ans.

En prenant une telle décision, le pays le plus peuplé du monde mettrait fin à une mesure critiquée pour constituer une bombe à retardement démographique, avec une population vieillissante présageant d'énormes difficultés économiques et sociales. Cette politique a également favorisé un déséquilibre entre les sexes.

Agence France-Presse

CULTURE

Couverture de la campagne électorale: la confiance à Radio-Canada et à Québecor

Le Devoir devance le groupe Gesca pour la « meilleure qualité d'information »

STÉPHANE BAILLARGEON

Les médias de Québecor et de Radio-Canada ont offert « la meilleure qualité d'information » lors de la couverture de la dernière campagne électorale, selon un sondage mené par le projet Baromètre des médias de la chaire de recherche en éthique du journalisme de l'Université d'Ottawa.

Internet) n'ont été préférés que par 4% des répondants. Pour le titulaire de la chaire, le professeur Marc-François Bernier, il s'agit « peut-être de la surprise de l'enquête », comme il l'écrit dans sa présentation sur le site projetj.ca.

La question était ainsi formulée: « Selon vous, lors de la dernière élection générale au Québec, quels médias francophones ont offert la meilleure qualité

d'information? » Les médias de Québecor (TVA, Le Journal de Montréal, Le Journal de Québec et le site Internet Canoë) obtiennent la faveur de 30% des répondants, tandis que 27% optent pour Radio-Canada (télé, radio, site). Par contre, le quart des personnes (26%) ont refusé de répondre et 7% n'ont choisi aucun média proposé.

« Il faut considérer également que, selon le sondage, seulement 10% des Québécois considèrent que les journaux payants sont les

médias d'information les plus crédibles, contre 51% pour la télévision, 18% pour Internet et 7% pour la radio, écrit encore le professeur Bernier. Cela ne peut que nuire au jugement que les mêmes Québécois se font de la couverture politique des quotidiens, même si les quotidiens sont souvent reconnus pour offrir une information de meilleure qualité (exacte, approfondie, etc.). »

Le sondage révèle aussi que pour la moitié des Québécois (52%), les journalistes ont été

équitablement presque toujours (11%) ou la plupart du temps (41%) envers les partis politiques en lice. Un tiers (32%) pense le contraire. Plus les répondants sont âgés, plus ils jugent les médias équitables.

La firme CROP a réalisé le sondage auprès de 1000 répondants, du 17 au 22 octobre, par le biais d'un panel Web. La méthode employée ne permet pas d'identifier de marge d'erreur.

Le Devoir

GRANDE-BRETAGNE

Savile venait la nuit avec des adolescentes, raconte un gardien d'hôpital

Jimmy Savile, l'ex-animateur vedette de la BBC soupçonné d'abus sexuels sur des mineures, se rendait régulièrement la nuit dans les locaux d'un hôpital avec des adolescentes, a affirmé mercredi un ancien concierge de l'établissement.

Savile, qui était impliqué dans de nombreuses œuvres caritatives, ce qui lui avait valu d'être anobli par la reine, était une personnalité connue de l'établissement hospitalier de Leeds, dans le nord, où il a travaillé comme bénévole et pour lequel il a récolté des fonds.

Terry Pratt, ancien portier de nuit de l'hôpital, a déclaré sur la BBC que dans les années 1980, le présentateur arrivait régulièrement en pleine nuit avec des adolescentes qui semblaient « éblouies par la star » et « un peu naïves ».

D'après le gardien, ces visites se produisaient plusieurs fois par mois. Savile venait vers une ou deux heures du matin et demandait les clés des locaux des infirmières. Il passait quelques heures sur place et rendait le trousseau vers 5 h, a-t-il raconté.

« Il allait voir le gars dans le bureau, qui lui disait: « Voilà les clés, Jim. N'oublie pas de les

rapporter. » Il prenait les clés [...] et les deux filles le suivaient jusqu'au quartier des infirmières », a expliqué Terry Pratt.

D'après l'hôpital, qui « aide les enquêteurs dans leurs investigations », aucune plainte n'a été déposée contre lui pendant la période où Savile travaillait dans l'établissement.

Le département de la Santé a lancé une enquête sur les agissements de Savile à Leeds et dans deux autres hôpitaux du sud de l'Angleterre, Stoke Mandeville et Broadmoor.

Star du petit écran dans les années 1960 à 1980, Jimmy Savile, décédé l'an dernier à 84 ans, est suspecté de s'être livré pendant 40 ans à des agressions sexuelles sur de jeunes adolescentes.

Scotland Yard, qui soupçonne des abus « d'une ampleur sans précédent », a recensé jusqu'à 300 victimes potentielles et enquête aussi sur plusieurs autres suspects encore en vie.

Dimanche, la police a procédé à une première interpellation, une ancienne pop star, Gary Glitter, déjà condamné pour pédophilie.

Agence France-Press



BENOIT BEAUPRÉ

L'espace d'échange des personnages passe souvent par Twitter: dictées à une sténographe, leurs répliques sont projetées en direct sur le mur du fond.

THÉÂTRE

Libertinage théâtral

DOM JUAN_UNCENSORED Adaptation et mise en scène: Marc Beaupré. Production: Terre des hommes. À La Chapelle, jusqu'au 10 novembre. Supplémentaires du 17 au 20 décembre.

MARIE LABRECQUE

Sur le plan formel, il y a une indéniable parenté entre Caligula remix et ce Dom Juan revisité. On reconnaît une manière commune dans cet audacieux dépeçage textuel fragmenté, pigeant à plusieurs sources. Pas tant une lecture contemporaine de la pièce, très morcelée, de Molière — un auteur que, dans son mot du programme, Marc Beaupré déclare ne pas aimer! — qu'une étude de la figure don juanesque. Ce rebelle légendaire qui refuse toute contrainte à sa liberté individuelle absolue, dans un monde sans Dieu.

À l'image de son personnage, le créateur se permet moult licences: féminiser le père outragé, transporter le libertin en Nouvelle-France ou durant la Révolution française, abolir les frontières entre histoire et fiction. Et sauter allègrement de Molière au Don Giovanni de Mozart, dont sont données de — longues — scènes. Pas toujours facile d'y repérer son chemin...

Son Dom Juan postmoderne est un cabotin qui joue plusieurs rôles, séduit tout ce qui bouge, défie toutes les autorités — son auteur inclus. Il se fait le narrateur, le commentateur ironique de son propre récit. Jusqu'à ce que son histoire, et le sens à donner à celle-ci, lui échappe, concurrencée par le point de vue des autres personnages.

Des personnages qui interagissent peu entre eux (même le duel est représenté en solo...), et dont l'espace d'échange passe souvent par Twitter: dictées à une sténographe, leurs répliques sont projetées en direct sur le mur du fond. Ce procédé confère une facture d'instantanéité bien de notre époque à un spectacle qui semble s'écrire à mesure. Le public est lui-même invité à « gazouiller » pendant la représentation. Mais le résultat ne s'est pas avéré très probant, le soir de la première.

David Giguère navigue avec une aisance pleine de charme à travers cette narration accidentée. Mais son séducteur en série ne quitte guère le niveau d'un détachement caustique qui le cantonne surtout dans la légèreté. À force de distanciation, Dom Juan, le personnage comme la pièce, donne un peu l'impression de disserter brillamment par-dessus la jambe, sans vraiment y toucher. Comme si le spectacle était un peu trop dispersé pour en dégager une vision forte.

Et si l'avance certes matière à réflexion, il m'a semblé en manquer de moments théâtraux forts. La création comporte assez peu de scènes vraiment incarnées. Sauf pour les quelques extraits de Dom Juan que campent Elvire (Geneviève Boivin-Roussy) et, avec éclat, Dona Louisa. Malgré le changement de sexe du rôle, la superbe Marie-France Marcotte joue sa partition avec une intensité sans second degré. Molière, c'est quand même pas si mal...

Collaboratrice Le Devoir

Vox devient MATV

La chaîne communautaire Vox, de Vidéotron, sera rebaptisée MATV dans quelques jours. La mutation, confirmée au Devoir par le service des communications de Vidéotron, sera officiellement annoncée le 12 novembre. La direction dévoilera alors tous les changements opérés dans l'espoir de rajeunir l'auditoire et de bonifier la couverture locale, comme l'exige le mandat de la licence du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Vox est le nom

adopté en 1999 pour rebaptiser la Télévision communautaire Vidéotron (ou TCV). La chaîne a depuis réussi à redorer son image avec une programmation parfois audacieuse, à petit frais, par exemple avec des émissions consacrées aux livres, à l'histoire, aux nouvelles technologies ou aux débats culturels. Il est acquis qu'une nouvelle case horaire sera consacrée aux matchs de l'Impact de Montréal et que de nouvelles têtes d'affiche seront présentées lors du « relancement », dans deux semaines.

Le Devoir

DROITS D'AUTEUR

Faulkner contre Woody Allen

Certaines poursuites judiciaires ont le don de faire sourire. Un cas récent: cette action intentée par la firme Faulkner Literary Rights contre Woody Allen et Sony Pictures Classics. L'objet du litige? Le film Midnight in Paris, ou plus précisément son scénario original (et lauréat d'un Oscar), contenant une citation de William Faulkner (Prix Nobel de littérature pour Le bruit et La fureur et Tandis que j'agonise) utilisée sans autorisation.

Dans cette comédie fantaisiste de 2011, le héros interprété par Owen Wilson voyage dans le temps et tombe successivement sur à peu près toutes les figures marquantes du milieu artistique parisien, de Pablo Picasso à Luis Buñuel en passant par Cole Porter et Gertrude Stein.

À un certain moment, le personnage s'exclame: « Le passé n'est jamais mort. En fait, il n'est même jamais passé. » Cet aphorisme associant la notion de passé à une vue de l'esprit est issu du roman Requiem pour une nonne. Or, Woody Allen ne cherche nullement à se l'approprier puisque le personnage poursuit: « Tu sais qui a dit ça? Faulkner. Et il avait raison. Et je l'ai rencontré, en plus. Je l'ai croisé lors d'un dîner. » Dès lors, la paternité de la citation est établie. Rien à faire: Faulkner Literary Rights maintient qu'il y a eu violation de droit d'auteur.

Le plus intellectuel des cinéastes, Woody Allen, n'en est pourtant pas à une citation près. Coups de feu sur Broadway en regorge, entre autres films. Mais l'exemple le plus fameux demeure sans doute la scène de la file d'attente au cinéma dans Annie Hall, alors que le théoricien Marshall McLuhan s'amène dans l'action pour corriger un cinéophile qui vient de détourner le sens de sa réflexion. Puisqu'il est bel et bien mort, contrairement au passé qui n'est même jamais passé, impossible pour William Faulkner de faire valoir son point de vue sur cette affaire que Sony Pictures Classics qualifie de « farfelue ».

Le Devoir

Hudson et Day au Cinéma du Parc

Les parcours de deux icônes du cinéma américain, Rock Hudson et Doris Day, qui jouèrent ensemble entre autres dans Pillow Talk de Michael Gordon, sont retracés en deux documentaires projetés en avant-première canadienne au Cinéma du Parc le 8 novembre. Doris Day Superstar, d'Andrew Davies, sera ensuite en programmation régulière du 16 au 22 novembre, et Rock Hudson Dark and Handsome Stranger, du 9 au 15 novembre.

Le Devoir

À LA TÉLÉ

Nos choix ce soir

COMME DANS SURVIVOR, MAIS... Pas arrangé avec le gars de la télé-réalité. Xavier Roset est parti sur une île déserte avec pour seul bagage quelques outils de base et une caméra vidéo, avec laquelle il fait le film de son séjour solitaire de 300 jours à se débrouiller pour survivre tout seul, tout seul. 300 jours seul au monde, TV5, 19 h

DERRIÈRE L'AFFAIRE POUTINE Vous vous rappelez Pierre Poutine? C'est le « personnage » qui serait derrière le scandale « robobac » qui a mis en lumière des irrégularités à la veille des dernières élections fédérales. L'équipe d'Enquête est partie sur ses traces... Enquête, Radio-Canada, 21 h

FINANCEMENT DE L'ÉCOLE PRIVÉE ET AUDITION DANS LE TEMPO Il sera sans doute question de la houle provoquée cette semaine par Sandy, mais surtout par la commission Charbonneau... Un autre sujet chaud qui sera discuté: le financement de l'école privée. Sinon, madame Bazzo reçoit Simon-Olivier Fecteau dans son Tempo. Sera-t-elle aussi « ratoureuse » que le personnage du créateur d'En audition avec? Bazzo.tv, Télé-Québec, 21 h

Amélie Gaudreau

Table of TV programming schedules with columns for channel, time slot, and program titles.

CULTURE

PATRICE CHÉREAU SUR UNE SCÈNE MONTRÉALAISE



PASCAL VICTOR-ARTCOMART

L'homme de théâtre, de cinéma et d'opéra Patrice Chéreau monte sur la scène du Théâtre du Nouveau Monde à sept reprises jusqu'à dimanche pour faire entendre *Coma*, un texte de Pierre Guyotat, écrivain français né en 1940.

De ferveur, surtout

COMA.
Texte : Pierre Guyotat. Mise en scène : Thierry Thieû Niang. Une production des Visiteurs du Soir (Paris) présentée au Théâtre du Nouveau Monde jusqu'au 4 novembre.

ALEXANDRE CADIEUX

C'est un bouquin capricieux mais plein de sève que le *Coma* de Pierre Guyotat, journal de dépression mais aussi de création, truffé de réflexions fulgurantes sur l'acte d'écrire. L'auteur du *Tombeau pour cinq cent mille soldats*, marqué au fer par la guerre d'Algérie, y présente des souvenirs surtout sombres qui se jouent bien de la chronologie.

Guyotat dissémine partout des signes de sa fascination pour l'histoire tout en réfléchissant au rôle du corps comme filtre du réel.

Patrice Chéreau, immense metteur en scène et cinéaste, y a choisi sa propre trame. Privilégiant les épisodes dépressifs, il a également conservé quelques-uns de ces passages à l'érotisme un peu brusqué dans lesquels Guyotat traduit son attirance pour les deux sexes. Chéreau lit lui-même son *Coma* remanié sur la scène du Théâtre du Nouveau Monde jusqu'à dimanche.

Entre le spectacle et la lecture publique, *Coma* se résume donc à la performance de Chéreau qui, pieds nus et ne disposant que d'une simple

chaise, va livrer feuillets à la main la parole de l'écrivain. Le dépouillement de la mise en scène que signe son complice Thierry Thieû Niang contraste avec une interprétation fiévreuse qui va exalter tout du long une sensibilité sur la brèche. La matière intime est ici jetée avec une ferveur étrangement constante, une fébrilité qui brûle de manière toujours égale, ce qui finit par en diminuer le caractère incandescent.

Si la beauté de la langue fait mouche, la quasi-absence de variation dans le jeu, combinée au dédoublement visuel et à l'éclatement d'un récit qui multiplie les références, finit par constituer un véritable défi pour le spectateur qui peine à

pulser avec cette figure à la détresse évidente.

Etonnamment, les rares moments de silence où Chéreau arpente la scène à la recherche du souffle suivant éclairent autrement l'oeuvre tout en nous arrachant à une certaine langueur induite par le débit de la voix. Sur l'immense plateau vide du TNM, qu'on ne découvre pas ainsi nu sans éprouver une émotion certaine, ce corps qui paraît menu que l'on voit se mouvoir et tâtonner, insecte lent dans la lumière, transmet parfois aussi bien que les mots cette errance de l'âme écrasée par le vide du grand tout.

Collaborateur
Le Devoir

Ses derniers habits neufs

Richard Desjardins et les siens rendent plus belles ses belles au Coup de cœur francophone

SYLVAIN CORMIER

Une certaine tristesse, mêlée à un éveil accru des sens: on n'était pas ce mercredi au premier des cinq soirs de Club Soda du spectacle de la tournée de *L'Existoire* comme aux autres rentrées montréalaises de Richard Desjardins. Il s'agissait, plus encore que les fois précédentes, de n'en rien perdre, de bien voir, entendre et apprécier chaque chanson dans les beaux habits neufs dont l'homme de Rouyn les avait revêtus. Ses derniers habits neufs.

Il l'a dit, on ne pouvait l'ignorer après l'avoir lu un peu par-

tout, ce spectacle est le dernier de Desjardins à s'offrir le luxe d'atours, la valeur ajoutée par la présence de musiciens exceptionnels au service d'arrangements qui touchent à une certaine idée du divin sur Terre. Rien de religieux là-dedans, Richard se fâcherait, le même Richard qui a mordu dans le dogme comme dans un os juste avant de chanter *Avec l'amour de Jésus: «Moi, je pense que les terroristes, au lieu de s'attaquer aux Twin Towers, auraient dû bombarder le Vatican...»*

Une certaine idée de la plus exquise beauté, voilà tout. Il aura réussi ça à tous les coups, l'exigeant. Quelque chose

comme de l'anti-Dylan: non pas des airs à chaque fois déguisés et un groupe imperturbable, mais bien des mélodies qui ne changent pas, et des musiques transfigurées autour. Cette fois-ci, le miracle était affaire de cordes, de clarinette, de flûte, de saxo avec du lap steel, de guitare blues avec du banjo: une combinaison heureuse par chanson, lovée à la mélodie comme une amante.

C'était l'harmonica à grandeur de désert dans *Lovelight*, ballade country d'autant poignante. C'était *Le bon gars* en Delta blues, *Avec l'amour de Jésus* et *Soreen* en concert pour orchestre de chambre,

Sur son épaule manière E Street Band, et ainsi de suite.

Ils étaient parfaits, tous, Richard, Mélanie Auclair, Claude Fradette, Tommy Gauthier, Jean-Denis Levasseur, Karl Surprenant, après tant de mois à sillonner le Québec et peaufiner leur art: ce spectacle qui arrivait auréolé du Félix était rodé jusqu'à l'extase.

Oui, Richard a été drôle, comme toujours, cinglant évidemment, mais là n'était pas ce qui nous manquera. Nous faisons mercredi le terrible deuil d'un Desjardins: le paysagiste de génie.

Le Devoir

Un prix de 50 000 \$ pour la danse

La seconde édition des Prix de la danse de Montréal récompensera deux artistes plutôt qu'un le 27 novembre. Québecor et les mécènes Marcel Côté, de la firme Secor, et Jean-Pierre Desrosiers, de la firme KPMG, s'associent au Grand Prix de la danse de Montréal, qui s'élèvera cette année à 50 000 \$, devenant ainsi le prix annuel le mieux doté de sa discipline à l'échelle internationale, selon les organisateurs. Il saluera «l'apport hors du commun» d'un artiste dont le travail a été vu la saison dernière. La seconde distinction — 10 000 \$ remis par le Conseil des arts et des lettres du Québec — saluera la meilleure œuvre chorégraphique de la saison 2011-2012. L'an dernier, Louise Le-cavalier recevait le tout premier honneur, doté d'une enveloppe de 5000 \$, offerte par la Compagnie Marie Chouinard qui a eu l'idée de créer le mini-gala.

Le Devoir

Les vieux amants

La chaîne britannique ITV (*Chapeau melon et bottes de cuir*, *Mr. Bean*, *Downton Abbey*) a annoncé cette semaine la production d'une sitcom qui mettra en vedette deux acteurs très estimés: Sir Ian McKellen et

Sir Derek Jacobi, qui joueront un vieux couple gai. Après s'être illustrés dans le répertoire shakespearien, les deux vedettes se sont fait connaître du grand public au cinéma et à la télévision, avec la trilogie du *Seigneur des anneaux* pour le premier et la série *Cadfael*

pour le second. Le titre de cette nouvelle émission? *Vicious Old Queens*. On suppose que l'irrévérence sera au menu. Rappelons que Sir Ian McKellen, ouvertement homosexuel, est très actif dans la lutte pour les droits des gays.

Le Devoir

JUSQU'AU 3 NOVEMBRE 2012
3 dernières représentations!

HAMLETT est mort.

gravité ZÉRO

TEXTE EWALD PALMETSHOFER
MISE EN SCÈNE GAÉTAN PARÉ

AVEC DANY BOUDREAU, SOPHIE CADIEUX, NORMAND DAoust,
SÉBASTIEN DODGE, ÈVE LANDRY ET MONIQUE SPAZIANI

AUX ÉCURIES 514-ÉCU-RIES (328-7437) | AUXECURIES.COM

7285, rue Chabot Montréal (à proximité du Fabre)

LE DEVOIR

Conseil des Arts
Canada Council
for the Arts

THÉÂTRE

Rédemption virtuelle

NOM DE DOMAINE
Texte et mise en scène: Olivier Choinière. Au Quat'sous jusqu'au 10 novembre.

PHILIPPE COUTURE

Olivier Choinière, ces dernières années, s'est affirmé davantage comme auteur scénique que comme auteur dramatique. Ses spectacles *ParadiXXX* et *Chante avec moi* étaient des objets théâtraux virulents, mais non littéraires, construits à la manière de happenings structurés. Voilà que le dialoguiste est de retour dans *Nom de domaine*, une pièce dont la structure évoque beaucoup *Félicité*. Trois personnages interreliés y évoluent en parallèle et descendent aux tréfonds de leur âme comme sur une pente glissante, basculant peu à peu dans une horreur contrôlée.

Il y a un fils, une mère et un père, déchirés par le deuil. La plus jeune de la famille est morte, peut-être par leur faute, et chacun vit une culpabilité effarante. Dans un jeu virtuel auquel ils s'adonnent sans savoir qu'ils y jouent ensemble, ils arriveront à communiquer et à trouver rédemption. Choinière, bien sûr, jette par là un regard sur la virtualité qui assaille nos vies et qui, tout en diminuant les occasions de communiquer en personne avec nos semblables, propose de nouveaux réseaux de communication aux possibilités infinies.

Comme s'ils avaient été parachutés dans *Aurore, l'enfant martyre*, ils doivent accumuler des points en battant à mort la benjamine de la famille, qui se comporte comme un petit monstre. Ainsi se déploient de nombreux parallèles entre la société individualiste d'aujourd'hui, où règnent l'incommunicabilité et la désorientation, et la société conservatrice des années 1930, où la cellule familiale était soudée de manière forcée. Le conservatisme d'antan, dont on croit s'être débarrassé, n'est peut-être pas tout à fait disparu. La pièce nous fait nous demander si la société individualiste et prétendument libre dans



YANICK MACDONALD

Cette mère angoissée est-elle vraiment plus libre que la mère d'antan, coincée dans un rôle traditionnel?

laquelle nous vivons n'est pas en quelque sorte aussi hypocrite et atrophiée que le Québec de Duplessis.

Ce père en complet-cravate, incapable d'aimer sa femme, mène-t-il vraiment une vie moins aliénante que l'homme rustre de 1920? Cette mère angoissée, qui ne reconnaît plus son propre fils, est-elle vraiment plus libre que la mère d'antan, coincée dans un rôle traditionnel?

Il y aurait de nombreux autres réseaux de sens à parcourir dans cette pièce, qui fonctionne par intertextualité et évoque d'autres oeuvres de la Grande noirceur. Trop proche du texte, la sobre mise en scène de Choinière ne parvient pas très bien à en révéler les multiples couches. Les acteurs n'en font jamais trop, pour éviter la psychologie et pour conserver le ton désincarné que leur imposent les codes du virtuel. Mais peut-être n'en font-ils pas assez pour que les mots nous parviennent dans tout leur foisonnement.

Collaborateur
Le Devoir

COUP DE CŒUR FRANCOPHONE

26^e COUP DE CŒUR FRANCOPHONE à tue-tête!

DU 1^{ER} AU 11 NOVEMBRE 2012
COUPDECOEUR.CA

EN OUVERTURE CE SOIR!

SOIRÉE RENAUD-BRAY
1^{ER} NOV. AU LA TULIPE
MARIE-PIERRE ARTHUR

9 & 10 NOV. AU THÉÂTRE OUTREMONT
DANSE LHASA DANSE

AVEC BIA, ALEXANDRE DESILETS, GENEVIEVE TOUPIN, ALEJANDRA RIBERA, KAREN YOUNG, THOMAS HELLMAN + 12 DANSEURS

EN TOURNÉE AU QUÉBEC
DU 16 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE 2012

UNE INVITATION SIRIUSXM
6 NOV. À L'ASTRAL
SUAËZ. (PRIX RAPSAT-LELIEVRE 2012)
+ KARIM OUELLET

MADAME MOUSTACHE
BRATSKH
GROS MENÉ
AMYLIÉ
LES HAY BABIES
PETER PETER
ERIC GOULET
SYLVIE LALIBERTÉ
ET +++

PROFITEZ DES PASSEPORTS DÉCOUVERTES
50 \$ POUR 5 SPECTACLES,
EN VENTE EXCLUSIVEMENT À LA VITRINE.
TOUS LES DÉTAILS SUR LAVITRINE.COM

CanacR Québec Montréal 44 édition

Renaud-Bray.com Hydro Québec

TVS LE DEVOIR C-11 AKUFEN SOCAN SACEM admission



CULTURE



Cinemania sur ses rails

ODILE TREMBLAY

Lancé ce jeudi au Cinéma Impérial avec la première de *De rouille et d'os* de Jacques Audiard, le 18^e festival de films francophones Cinemania offre une programmation alléchante, avec 36 primeurs.

Manque de pot toutefois, de grands visiteurs annoncés ont fait défection. Matthias Schoenaerts (révélé dans *Bullhead*), qui partage la vedette de ce film d'Audiard avec Marion Cotillard, ne sera pas présent sur le tapis rouge pour partir le bal. Idem pour Matthieu Kassovitz, fort attendu avec son film *L'ordre et la morale - Rebellion*, qui a tout annulé à la dernière minute. Au nombre des très grosses pointures reste Sandrine Bonnaire, qui viendra au début de la semaine prochaine avec son premier long-métrage de fiction *J'enrage de son absence*, en plus de participer à une rétrospective de ses œuvres phares.

Le Devoir recommande certains films: *De rouille et d'os* d'Audiard est une œuvre riche d'ampleur que le cinéaste d'*Un prophète* a voulu offrir à un vaste public. Cette histoire d'amour poignante entre deux êtres en redécouverte d'eux-mêmes, handicapés du corps ou de l'âme, est porteuse d'un souffle puissant sur une mise en scène de haut vol.

L'ordre et la morale - Rebellion de Mathieu Kassovitz, où il se donne la vedette, repose sur une trame historique: la révolte d'indépendantistes kanaks contre le pouvoir français, sur l'île d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie en avril 1988. Ce film documenté, adapté de l'ouvrage de Philippe Legorjus, ramène Kassovitz sur le devant de la scène, habile derrière la caméra. Ce

long-métrage très masculin (la quasi-absence de figures féminines irrite) se déploie entre la Nouvelle-Calédonie et Paris, où des divergences politiques au sommet ont des répercussions sur le sort des insurgés et des otages. Bien ficelé.

Étonnant *Dead Man Talking* du Belge Patrick Ridremont est une œuvre folle et inclassable, reposant sur une proposition inédite. À travers une réponse grinçante à *Dead Man Walking* de Tim Robbins, Ridremont se met en scène en condamné à mort qui prend longuement la parole le jour de son exécution, ce qui la retarde de 24 heures pour cause de détail technique, et le transforme en Shéhérazade sauvant sa peau de jour en jour devant les médias, par son verbe. De beaux personnages secondaires, la noire satire d'une campagne électorale qui récupère le spectacle d'une exécution ajournée, Ridremont lui-même saisissant en criminel chrétien; tout ça crée l'ovni à voir.

Renoir, de Gilles Bourdos, à travers la lumière de la Côte d'Azur qui baigne à la fois le film et l'œuvre du célèbre peintre des *Baigneuses*, nous entraîne dans un tableau de famille. On y pénètre à la fois l'univers d'Auguste Renoir (Michel Bouquet, impeccable), celui de son fils Jean, qui part et revient de guerre, et celui du dernier modèle du peintre (délicieuse Christa Theret), qui deviendra la compagne du fils. Le futur cinéaste de *La grande illusion* est campé à un moment charnière de sa vie où sa vocation naît du désir de jouer de sa maîtresse. Images impressionnistes et réflexions profondes sur la création en prime.

Le Devoir



La première de *De rouille et d'os* de Jacques Audiard, ce jeudi au cinéma Impérial, ouvre le festival de films francophones Cinemania.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Ezio Carosielli faisant visiter son nouveau joyau situé dans le Vieux-Montréal, chef-d'œuvre d'architecture à l'intérieur fastueux.

Le propriétaire du Rialto crée le théâtre St-James dans le Vieux-Montréal

L'édifice patrimonial de la Banque de commerce est sauvé *in extremis*

ISABELLE PARÉ

Amoureux des théâtres anciens, le propriétaire du théâtre Rialto vient de mettre la main sur le prestigieux édifice de l'ancienne Banque de commerce du Canada. Il entend en faire un lieu unique de diffusion artistique et d'événements spéciaux. Sauvé *in extremis*, l'immeuble du Vieux-Montréal, classé le 19 octobre dernier par le ministère de la Culture, a vu malgré tout une partie de son patrimoine dilapidé ou carrément détruit depuis sa vente en 2010.

Le propriétaire du Rialto, l'homme d'affaires Ezio Carosielli, faisait visiter mercredi son nouveau joyau, chef-d'œuvre d'architecture à l'intérieur fastueux, dont la salle centrale de 10 000 pieds carrés déploie une hauteur sous plafond de presque 70 pieds. Le futur théâtre St-James, ancien temple de la finance aux planchers de marbre et aux murs de pierre calcaire ornés de vitraux et de bas-reliefs, devrait accueillir sous peu une multitude d'événements destinés à des foules de plus de 1000 personnes. A court terme, l'ancienne banque présentera des événements spéciaux et privés, mais, à plus long terme, Ezio Carosielli souhaite en

faire le théâtre de spectacles d'envergure, destinés à une clientèle internationale.

«*Le Vieux-Montréal attire déjà de nombreux touristes. On trouve du stationnement à proximité, le métro et 2000 chambres d'hôtel dans un rayon de 100 pieds. On pourra y tenir de beaucoup plus gros événements qu'au Rialto, dont la capacité est de 300 à 500 personnes*», a expliqué mercredi l'homme d'affaires, qui souhaite redonner sa splendeur du passé à l'immeuble centenaire.

Classement tardif

Malheureusement, le classement tardif de l'édifice historique, dont *Le Devoir* avait annoncé la mise en vente et souligné l'absence de protection en janvier 2010, a permis que certaines parties du bâtiment aux imposantes colonnes ioniques soient saccagées ou dilapidées. L'immense comptoir de marbre et les colonnes de marbre qui trônaient dans la salle des guichets ont été détruits et réduits en miettes, comme nous l'avons constaté lors de notre visite. Selon M. Carosielli, on a fait place nette de ce qui ornait la salle principale pour louer l'espace à des équipes de tournage.

Des meubles d'époque ont aussi disparu, mais d'autres,

bradés à des acheteurs américains, ont été rescapés *in extremis* par le nouveau propriétaire. «*Depuis septembre 2011, nous avons visité l'immeuble à plusieurs reprises, mais certaines choses ont été détruites ou ont disparu entre-temps. J'ai dû dédommager un architecte de New York pour récupérer tous les comptoirs de bois qui étaient prêts à partir pour les États-Unis*», déplore M. Carosielli, qui souhaite conserver à tout prix le cachet unique du lieu.

Interrogé par *Le Devoir* en janvier 2010, le ministère de la Culture n'avait pas jugé bon de classer le bâtiment pour en assurer la pleine protection. Le ministère estimait alors que le seul fait d'être situé dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal suffisait pour garantir la conservation de l'immeuble. La suite a prouvé le contraire. Ce n'est que le 19 octobre dernier qu'une protection complète a été accordée au 265, Saint-Jacques par le nouveau ministre de la Culture, Maka Kotto.

Un joyau

En dépit de ces pertes, l'immeuble, acquis au coût de 4 millions de dollars, recèle des trésors. Les plâtres majestueux et les boiseries sont intacts à l'étage, ainsi que la cage d'ascenseur d'origine en

cuivre. Au sous-sol, on retrouve de nombreuses voûtes, des guichets d'origine et la chaufferie de l'époque. Téléphone en bois, vieux carnets de banque et banc de cirer de chaussures ayant déjà lustré les bottines de gros bonnets sont même restés en place.

Le propriétaire, qui a investi trois millions à ce jour dans la restauration du théâtre Rialto sur l'avenue du Parc, réserve le même traitement à son nouveau protégé. «*Au Rialto, les résultats sont au-delà de nos espérances: nous sommes occupés 22 jours par mois. Ça nous a permis de nous offrir ce joyau! Il faut être très attentif pour garder ce cachet. Si cela n'est pas possible de convertir ce lieu en salle de spectacle sans affecter le caractère historique de l'immeuble, on ne le fera pas. On pourra quand même y tenir toutes sortes d'autres événements ou des expositions*», dit-il.

Lundi, plus de 80 organisateurs d'événements ont fait la visite des lieux. «*A New York, un immeuble de cette qualité vaudrait 20 millions*, croit M. Carosielli. *Nous avons choisi de le renommer théâtre St-James pour rappeler l'époque où la rue était le centre financier du Canada et rivalisait avec New York.*»

Le Devoir

Les Prix J.I. Segal 2012

présentés par la Bibliothèque publique juive

La Bibliothèque publique juive est fière d'annoncer les lauréats de cette année :
 Les prix seront présentés lors d'une soirée spéciale
Mercredi 14 novembre 2012 à 19 h 30.
 à la Bibliothèque publique juive, 5151 chemin de la Côte Ste-Catherine. Entrée libre.

 Beverly Akerman "The Meaning of Children" et  Stuart Ross "Snowball, Dragonfly, Jew"	 Boaz Neumann "Land of Desire in Early Zionism" et  Jacob Homel et  David Homel "Pinch of Time" par Claude Tattilon
 Rebecca Margolis "Jewish Roots, Canadian Soil: Yiddish Culture in Montreal, 1905-1945"	 Anne Marie Fleming "I Was the Child of a Holocaust Survivor"
 Pierre Ancitil « Trajectoires juives au Québec »	 Chaia Libstug
 Harold Troper "The Defining Decade: Identity, Politics, and the Canadian Jewish Community in the 1960's"	 Aucun lauréat

Les Prix J.I. Segal de la Bibliothèque publique juive ont été établis en 1968 pour honorer et perpétuer la mémoire du grand poète canadien yiddish, J.I. Segal (1896-1954). Les prix encouragent et récompensent les œuvres sur des thèmes juïques et reconnaissent les contributions à l'éducation juive.

Entrée libre. Appeler (514) 345-2627, poste 3038 pour enregistrer. Une collation sera servie. Livres et vidéos en vente.

THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE

VOIR ET ÉCOUTER CHÉREAU PORTER, DANS SA VOIX, DANS SON CORPS,
 LE TEXTE DE GUYOTAT, C'EST ASSISTER À LA RENCONTRE ENTRE DEUX
 ARTISTES IMMENSES. UN MOMENT RARE...

PATRICE CHÉREAU

COMA

TEXTE
PIERRE GUYOTAT
 MISE EN SCÈNE
THIERRY THIEÛ NIANG
 PRODUCTION
LES VISITEURS DU SOIR



À L'AFFICHE JUSQU'À DIMANCHE!
 1^{ER} + 2 NOV. À 20H / SAMEDI 3 NOV. À 17H + 20H / DIMANCHE 4 NOV. À 15H

TNM.OC.CA 514.866.8668
 TARIF « DERNIÈRE MINUTE » DISPONIBLE LE JOUR MÊME, DÈS MIDI.